

Tableau I. Exécution du projet en 1965

	Nombre d'experts		Nombre de mois/hommes		Source de Financement
	prévu	effectif	prévu	effectif	
Services consultatifs	4	4	48	34	PEAT
Formation	10	5	120	103	Accord américain sur projets
Services d'exécution	4	4	48	48	- " -
Formation	5	5	60	55	Fonds pour le Congo
TOTAL :	23	18	276	240	

D. Collaboration avec d'autres programmes

Le poste d'expert mécanicien pour les Ateliers de locomotives de Thysville a été supprimé à l'expiration du contrat du titulaire, le 31 décembre 1965; l'organisme récipiendaire (OTRACO) étant alors en mesure de recevoir cette assistance d'une aide bilatérale extérieure.



E. Coût

Tableau II. Coût estimatif du projet en 1965

(Ref. 10-08 et 10-20)

	Change extérieur		Monnaie locale FC exprimée en \$	Source de Financement
	\$ E.U.	% utilisé du montant total des crédits prévus		
Services consultatifs (10-20)	52.000			PEAT
Personnel de secrétariat (10-20)	4.400	73 %		Fonds pour le Congo
Services d'exécution et de formation (10-08)	58.390			Accord américain sur projets
Matériel et Fournitures	8.210			- " -
Frais d'exécution	<u>1.900</u>			
Total partiel	68.500	110 %		
Exports : frais locaux (10-20)			21.060	Gouvernement Congolais
Exports : frais locaux (10-08)			<u>21.340</u>	Gouvernement Congolais
Total partiel			42.400	Gouvernement Congolais
TOTAL :	124.900		42.400	



# F. Personnel

Tableau III. Liste du personnel international en service au titre du projet en 1965

Fonction	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
<u>Réf. 10-20</u>					
Conseiller principal	Tran-lo-Quang	Rép. du Viet-Nam	9. 7.65	8. 7.66	PEAT
Assistant du Conseiller principal	Antippas, G.	Grèce	20.10.62	31.12.66	"-
Conseiller juridique Droit maritime et fluvial	Awad, A.	R.A.U.	16. 9.64	15. 9.66	"-
Conseiller juridique Droit rail et routes	Fayad, G.	Liban	16. 8.65	15. 8.66	"-
Secrétaire	Fiaux, I.	Suisso	18.10.62	31.12.66	Fonds pour le Congo
<u>Réf. 10-08</u>					
Coordination des Centres de formation	Castells, J.	Franco	30. 4.64	29. 4.66	Accord américain sur Projets
Instructeur-mécanicien Locomotives Diesel	Mongin, R.	Franco	19.12.62	31.12.66	- " -
Instructeur-mécanicien Diesel Marin	Wiatr, F.	Franco	11. 3.65	10. 3.66	- " -
Expert en entretien de locomotives Diesel Electriques	Robertson, R.	Etats-Unis	28. 5.63	31.12.65	- " -



Chapitre 7

TRAVAUX PUBLICS

Projet N° 85-01  
Exécuté par les Nations Unies

A. Objectifs et structure du projet

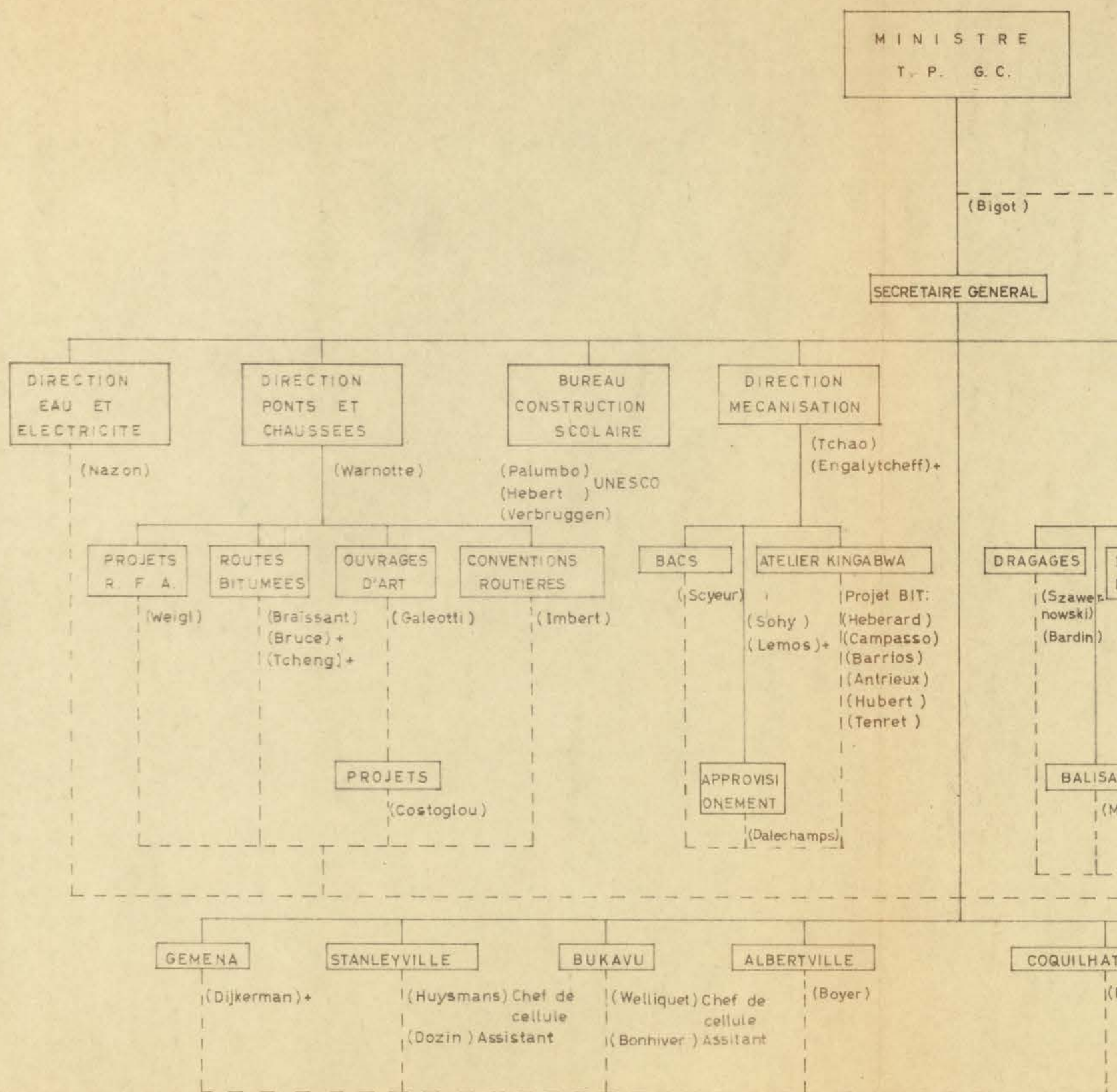
Le Ministère des Travaux Publics au Congo est responsable de la construction et de l'entretien de l'infrastructure du réseau des voies de transport en surface (130.000 kms de routes et pistes, 13.000 kms de voies navigables), des services de production, transport et distribution d'énergie électrique et d'eau potable, de la construction et de l'entretien des immeubles administratifs, de l'entretien du parc automobile civil de l'Etat.

Avant 1960, ce département disposait de 1.044 postes budgétaires d'ingénieurs, architectes et techniciens pour faire face à la tâche qui lui incombait.

Suite aux événements de 1960, le départ massif des techniciens a conduit le Gouvernement congolais à solliciter le concours des experts des Travaux Publics de nouvelles origines: ONU, C.E.E., France, tout en recherchant le maintien des techniciens demeurés à leur poste au Congo. A partir de 1961, le Gouvernement congolais a demandé chaque année aux Nations Unies de fournir une importante assistance technique aux Travaux Publics. En décembre 1965, le Ministère des Travaux Publics disposait d'un effectif global de l'ordre de 115 experts étrangers de toute origine, dont 43, soit 37%, formaient la Section des Travaux Publics du BAT/NU.

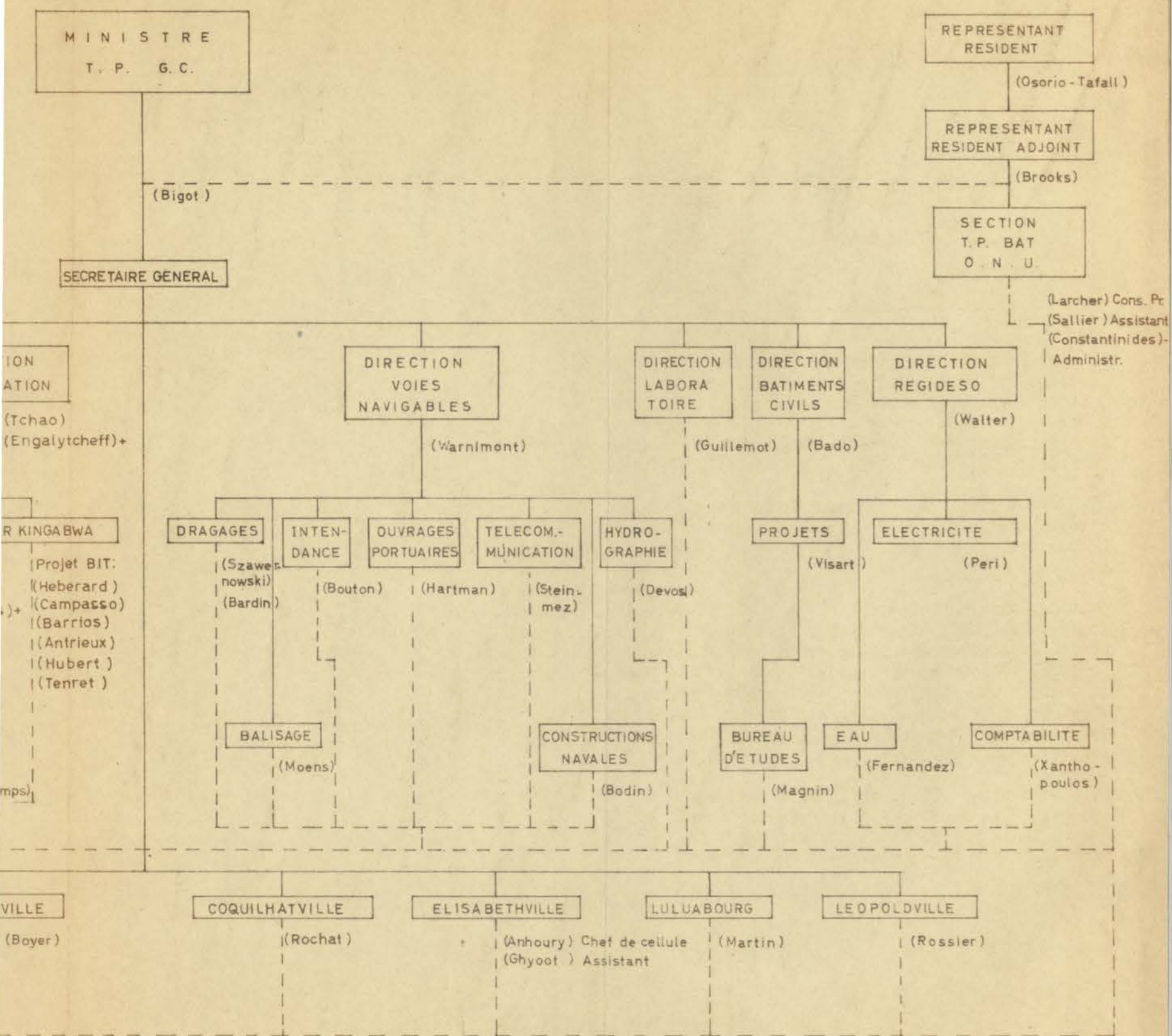
Le tableau I, qui précise la position à fin 1965 de chacun des techniciens de la Section des Travaux Publics du BAT/NU, a été fixé en tenant compte de la présence des techniciens d'une autre origine que l'ONU, de façon à éviter tout risque de double emploi.





+ en cours de recrutement  
( ) nom des experts





TOTAL : 45 Experts B. A. T. / O. N. U.  
6 Experts B. I. T.  
2 Experts UNESCO



L'équipe des experts ONU couvre une gamme de compétences assez homogène en dépit de l'origine très variée des experts, puisque 17 nationalités différentes s'y trouvent représentées. L'action des experts est dirigée par le Conseiller principal qui s'emploie à maintenir une certaine unité de vue dans la coopération de manière à assister, dans les meilleures conditions possibles, les services congolais des Travaux Publics, suivant les rubriques d'activité définies ci-après:

1. Entraînement des cadres congolais appelés à remplacer graduellement les techniciens étrangers en matière de Travaux Publics.

Les résultats recherchés à ce titre ne pourront toutefois être véritablement atteints qu'au moment où le Congo disposera de techniciens diplômés en nombre suffisant, et après plusieurs années d'expérience et d'entraînement post-universitaires des futurs homologues. Pratiquement l'entraînement est opéré graduellement dans la mesure où les homologues existent, à l'occasion de l'exercice des fonctions décrites dans les pages suivantes.

2. Entretien de l'Infrastructure routière, et notamment d'une importante fraction du réseau routier utilisé pour l'évacuation des minerais et des produits agricoles ou forestiers.
3. Etudes d'avant-projets d'ouvrages pour le franchissement des rivières.
4. Entretien des voies navigables et des installations portuaires. Dragages, balisage, entretien des unités flottantes.
5. Etudes des projets et construction de bâtiments publics tels que Ecoles, Instituts d'enseignement technique, Centres administratifs, logements.
6. Remise en ordre, avec le concours du B.I.T., des ateliers de la mécanisation et notamment d'un certain nombre de bacs pour la traversée des rivières.
7. Maintien des services de production et distribution d'eau potable.
8. Etudes et reconnaissance des sols de fondation et essais de géotechnique routière.
9. Interventions opérationnelles dans les zones sinistrées par la rébellion, ainsi que sur certains aérodromes endommagés par le trafic militaire.

Pour mener à bien cette tâche, les experts ont été groupés en cellules, implantées auprès de chaque Direction, ainsi qu'au Chef-lieu des anciennes provinces.



Les événements de 1964 ont provoqué un certain regroupement des experts dans la capitale. Des missions plus fréquentes ont pu être ainsi effectuées depuis lors en province, de façon à faire le point des problèmes et à lancer ensuite les actions qui s'imposaient dans la mesure où les crédits et les moyens locaux d'exécution l'ont permis.

Contrastant avec les années précédentes, les activités des experts Travaux Publics du BAT/NU ont assumé un caractère plus itinérant qui a favorisé le développement des prises de contact avec les réalités diverses du pays, ainsi que les relations d'échanges entre les communautés locales et les organes centraux du Gouvernement congolais.

#### B. Mise en oeuvre du projet

##### 1. Services consultatifs

Les troubles qui se sont développés sur le territoire de la République en 1964 ont entraîné pendant le premier trimestre de l'année 1965 un ralentissement dans le rythme des réalisations concrètes. Les programmes établis ou envisagés ont dû être remaniés pour faire face aux nouveaux impératifs. L'exécution de certaines opérations a été interrompue et le reliquat de crédits ainsi dégagé, soit au total \$ 860.000, a été employé à la mise en oeuvre de nouvelles opérations d'urgence.

Par la suite, le principe de base généralement posé a été de rechercher des opérations présentant un intérêt économique sensible à court terme, suivant un délai d'exécution de l'ordre de 12 mois. Un nouveau programme a été élaboré dans cet esprit et de nouvelles opérations ont été présentées en demande de financement auprès du Bureau de Coordination Economique. Grâce à l'appui de ce Bureau, un certain nombre de ces demandes ont pu être favorablement accueillies par l'US-AID, et plusieurs autres par les Services de l'Aide Economique de la République Fédérale d'Allemagne. Les premiers crédits sur prêts étrangers destinés à permettre la réalisation de ces opérations nouvelles ont en fait été débloqués à fin juin 1965.

La mise en oeuvre des crédits obtenus a pu être effectuée avec le minimum d'inertie ainsi qu'en témoignent les chiffres suivants:

Crédits accordés pendant le 3ème trimestre 1965:	\$ 6.653.333
Crédits engagés au 30 octobre 1965 soit 66%	\$ 4.333.333
Crédit global accordé entre juin et décembre	\$ 7.513.340
Crédits engagés au 31 décembre 1965 soit 73%	\$ 5.466.666

Il est à prévoir que pour fin janvier 1966 la masse des engagements de dépenses atteindra 90% des crédits. Ces chiffres illustrent la part active prise par les fonctionnaires et les experts du département des Travaux Publics dans le lancement des opérations de Travaux Publics d'urgence.



Cette action continue à se développer et se prolonge en fait par une participation directe dans la surveillance des travaux, et le souci de faciliter l'aboutissement des différentes démarches administratives destinées à assurer la mise en oeuvre satisfaisante des opérations en cause.

#### Logements pour les fonctionnaires des Nations Unies

MM. Bado - Visart

Trois avant-projets successifs ont été présentés exposant diverses solutions chiffrées pour la construction d'une première tranche de 100 appartements. Les dossiers correspondants ont été transmis au Siège de New York pour examen.

Nos architectes ont également activement collaboré à la rédaction des études relatives à la construction d'un bâtiment administratif des Nations Unies à Léopoldville, projet présenté par l'Architecte UNESCO.

#### Camp pour la Police Nigérienne

MM. Bado - Visart

A la demande de Monsieur le Représentant Résident, un avant-projet de camp de police a été étudié par nos experts. Le départ du contingent Nigérien élimine la probabilité de suite qui aurait pu être réservée à ce projet.

#### Centre de Recherches industrielles - Elisabethville

M. Bado

A la demande de l'Université d'Elisabethville, M. Bado a élaboré un avant-projet pour la construction de ce Centre. Les démarches entreprises sur initiative de l'Université pour l'octroi d'un crédit se poursuivent auprès de la C.E.E. La complexité technique du problème exige l'intervention d'un bureau d'études spécialisé européen dont le travail sera suivi par notre Section architecturale.

Un crédit de 3 millions de francs belges a pu être dégagé sur Aide Européenne pour permettre la poursuite de ces études.

#### Centre de formation TPM à Bukavu

M. Visart

L'avant-projet a été réalisé cette année par l'expert BAT-ONU.

Le projet d'exécution est en cours. L'aide économique de la République Fédérale d'Allemagne est escomptée pour permettre la mise en oeuvre de ce Centre, et les travaux pourraient démarrer vraisemblablement dans le courant de 1966 si le financement est parvenu en temps utile.



Par ailleurs, un certain volume d'études pour de nouveaux projets, est en élaboration. La cellule d'architecture BAT-ONU a notamment été sollicitée pour entreprendre les études relatives aux avant-projets suivants:

- Institut photogramétrique Centre-Africain
- Cabinet du Chef de l'Etat à Léopoldville
- Ecole Américaine à Léopoldville
- Centre pour Handicapés physiques
- Hôtel pour Parlementaires
- Centrale Téléphonique à Léopoldville-Kalina
- Bâtiment pour la Cour des Comptes

## 2. Services d'exécution

Les fonctionnaires congolais responsables du Département des Travaux Publics et les experts de la Section des Travaux Publics du BAT ont fourni un effort moteur déterminant dans toutes les opérations qui vont être décrites ci-dessous.

On soulignera également l'atmosphère sereine et amicale dans laquelle est réalisée, au bénéfice des différents projets, la coordination des assistances techniques en provenance de sources variées: USAID, C.E.E., Belgique, Allemagne, France, Italie, etc.

Il convient toutefois de mettre l'accent sur le fait que les résultats obtenus n'ont été possibles que dans la mesure où les hauts fonctionnaires de l'Administration congolaise, responsables auprès de la Nation, ont apporté le meilleur d'eux-mêmes dans le pilotage des projets dont ils ont pris l'initiative.

Le lancement de chaque opération exige généralement une importante préparation administrative faite de multiples contacts et formalités. Cette préparation est souvent entreprise à l'initiative du Ministre des Travaux Publics ou de ses collaborateurs, en liaison étroite avec le Secrétariat Général.

Par la suite, lorsque le crédit est obtenu, les cellules opérationnelles auprès des Directions Centrales, ou en province, prennent le relais, mais doivent conserver toutefois un contact très étroit avec la direction responsable du département congolais et avec le Conseiller principal qui continue à suivre le déroulement de l'action entreprise sur le terrain.



a) Opération routières

i) F.OI.001 pour l'équivalent en F.C. de \$ 933.333: Prêt de l'AID

Entretien routier par conventions passées avec des Sociétés Minières

Préparation administrative: J. C. Sallier

Action sur le terrain : Imbert, Rochat et Welliquet

Il s'agit de l'entretien courant d'un réseau routier de 3.152 kms situé dans l'est du pays. Cet entretien courant est exécuté à un prix forfaitaire au kilomètre par les sociétés minières qui réparent également, sur le même réseau, un ensemble de 250 ponts, ponceaux et passages d'eau sous chaussée.

La durée de ces conventions est d'un an. Outre l'intérêt immédiat qui en est retiré, cette action est utilisée comme volant d'entraînement pour la remise au travail des équipes de cantonnement, et permet l'injection d'une certaine masse de salaires dans l'économie locale des régions éprouvées par la rébellion.

Cette opération se déroule généralement dans de bonnes conditions, à l'exception de plusieurs tronçons de routes encore situées en zone d'insécurité.

ii) F.O3.16 pour l'équivalent en F.C. de \$ 413.333: Prêt de l'AID

iii) F.O3.020 pour l'équivalent en F.C. de \$ 34.666

Entretien routier par conventions passées avec des sociétés agricole

Préparation administrative: M. Warnotte

Action sur le terrain : MM. Imbert, Rochat, Kitenge, Martin

Le succès de l'opération précédente a provoqué un phénomène d'émulation, et a amené la Section à proposer l'extension de cette formule d'entretien aux grandes sociétés agricoles et forestières.

Après une longue campagne de publicité et d'échange d'informations où le concours et l'appui de la F.E.C. ont joué un rôle prépondérant, une deuxième vague de financement a été acceptée par l'AID pour l'entretien d'un réseau de plus de 7.000 kms et d'un ensemble de 300 ponts et passages d'eau.

19 projets de contrats ont été étudiés et rédigés, et cette opération devrait démarrer effectivement en janvier 1966.

iv) Projet F.OI.002 pour l'équivalent en F.C. de \$ 666.666: Prêt de l'AID

Remise en état des routes bitumées

Préparation administrative: MM. Warnotte, Rossier, Sallier

Action sur le terrain : MM. Warnotte, Ghyoot

Ce crédit est ventilé en deux parties égales, l'une pour la voirie urbaine de Léopoldville, l'autre pour celle d'Elisabethville.



Le volume des travaux déjà exécutés à Elisabethville est de l'ordre de 60%. En ce qui concerne la capitale, la clôture des travaux est envisagée pour fin février 1966.

Il s'agit, dans les deux cas, de travaux de revêtement souple d'un type classique destinés à remédier aux dégradations observées dans les principales artères de ces deux villes.

v) Projet F.03.015 pour l'équivalent en F.C. de \$ 500.000: Prêt de l'AID

Remise en état de la route Mokambo-Luapula

Préparation administrative: Equipe ATB d'Elisabethville, M. Sallier

Action sur le terrain : M. Ghyoot

Cette route qui traverse la "botte" Katangaise, enfoncée en territoire zambien, est devenue d'un intérêt vital pour la Zambie, et notamment pour l'exportation de son minerai de manganèse.

Un contrat a été passé avec l'Entreprise Swanepoel le 24 novembre 1965 pour effectuer les travaux de grosse réparations qui dépassent le cadre d'un simple entretien.

Toutefois, des mesures immédiates ont été adoptées pour améliorer les conditions de trafic, et le 20 décembre 1965, 17 kms sur un total de 69 étaient déjà devenus praticables.

b) Opérations bacs

i) Projet F.02.010 pour l'équivalent en F.C. de \$600.000: Prêt de l'AID

Remise en état de 35 bacs routiers

Préparation administrative: MM. Dalechamps, Bouton, Scyeur

Action sur le terrain : MM. Scyeur, Bodin, Huysmans

Au 31 décembre 1965, les paiements effectués sur ce projet s'élevaient en F.C. à l'équivalent de \$ 243.333 soit 40% du crédit accordé.

Il s'agit dans son ensemble d'une opération en régie, c'est-à-dire exécutée sans le concours d'entreprises privées, pour le rétablissement d'un certain nombre de passages de bacs défectueux.

L'objectif fondamental de cette opération était de remettre en état 35 unités flottantes.

Une section particulière a été créée et équipée au service des voies navigables pour la construction complète de nouveaux bacs. Cette section est dirigée par M. Bodin, Expert Mécanicien du BAT, lequel dispose d'une équipe d'ouvriers congolais spécialisés.



Le dernier trimestre 1965 a vu l'aboutissement de la construction complète de 4 bacs de 25 tonnes dans des conditions satisfaisantes et la préparation des approvisionnements pour la construction, en 1966, de 8 autres bacs.

Par ailleurs, le Service de la Mécanisation a eu, de son côté, l'occasion d'intervenir utilement pour la réparation d'une trentaine de bacs dans le cadre de mesures d'urgence.

Dans une étape ultérieure, il est envisagé de confier à des sociétés privées l'exploitation et la gestion des passages par bacs, après remise en ordre générale de ceux-ci, suivant une formule analogue à celle adoptée pour l'entretien routier, assortie, le cas échéant, d'un système de péage.

ii) Projet G.11 - AEA pour l'équivalent en F.C. de \$ 120.000: Prêt de l'AID  
Reconstruction du pont de Kongolo

Préparation administrative: M. Weigl

Action sur le terrain : M. Boyer

Après de multiples démarches administratives accomplies par l'expert Weigl à la demande du Gouvernement congolais, ce projet a pu démarrer effectivement sur le terrain en septembre 1965, malgré les conditions d'insécurité qui règnent encore dans la région de Kongolo.

Les travaux de génie civil confiés à l'Entreprise Auxeltra-Béton sont en cours d'exécution et se poursuivent activement.

Il s'agit d'une opération très complexe sur le plan de l'organisation administrative. Le démarrage réel du chantier laisse néanmoins penser que cette importante construction pourra être menée à bonne fin au cours de l'année 1966, ce qui permettra de rétablir avec solution de continuité, la liaison ferroviaire Kindu-Kongolo-Kabalo-Albertville avec embranchement à Kabalo vers Kamina-Elisabethville et Kamina-Port Francqui.

On sait que Kongolo représente la dernière brèche qui subsiste sur l'ensemble des réseaux ferroviaires de la République du Congo situés sur la rive gauche du fleuve.

c) Opérations aérodromes

i) 'Projet F.02.013 pour l'équivalent en F.C. de \$ 133.333: Prêt de l'AID

Réparation aérodrome Bukavu-Kamembe

Préparation administrative: MM. Sallier, Warnotte

Action sur le terrain : M. Welliquet

A la suite des dégradations provoquées par le trafic au sol des avions du type Hercules C.130 sur la piste de l'aéroport de Kamembe, la section Travaux Publics du BAT-ONU a été sollicitée pour prendre certaines mesures de protection.



Sur proposition des experts, un contrat a été passé par le gouvernement congolais avec l'Entreprise Amsar en juillet 1965. Certaines difficultés d'ordre diplomatique avec le Ruanda ont pu être surmontées: mais les aléas dans la livraison du bitume ont ensuite freiné le démarrage effectif des travaux.

Au stade actuel, les matériaux gravier et sable se trouvent sur le chantier, et le bitume est attendu pour fin janvier 1966.

Les travaux pourraient donc démarrer en février 1966 et leur achèvement est prévisible pour avril 1966.

ii) Projet F.03.18 pour l'équivalent en F.C. de \$ 66.666 (10 millions de F.C.): Prêt de l'AITD

Remise en état de l'Aérodrome de Bunia

Préparation administrative: M. Sallier

Action sur le terrain : MM. Huysmans, Guillemot et Braissant

Pour des raisons analogues à celles développées dans le projet précédent, la Section des Travaux Publics a été amenée à lancer une opération en régie pour rétablir le trafic aérien interrompu par suite des dommages créés sur la piste par le trafic des avions lourds du type Hercule C.130.

On sait en effet que la ville de Bunia, située aux frontières du Nord-Est, est presque totalement isolée de la République par suite de la vaste zone d'insécurité qui subsiste à l'Est de Stanleyville. Un important effort est déployé pour organiser en régie une équipe d'intervention, dont les bases logistiques sont situées à plus de 1.000 kms.

Différentes ressources de la Section ont été mobilisées pour réunir le personnel, le matériel et les matériaux indispensables. Cette opération constituera un test pour décider s'il est opportun de poursuivre nos efforts dans le sens du maintien d'un échelon mobile d'intervention en régie sur les chaussées souples revêtues.

Par ailleurs, les Services du Ministère des Transports et Communications et de l'OACI ont sollicité le concours du Ministère des Travaux Publics en matière d'entretien et de renforcement des pistes d'envol.

Une collaboration qui s'annonce fructueuse s'amorce, et pourrait se développer dans l'avenir en vue soit de permettre une réorganisation de l'infrastructure aéronautique, soit encore de fusionner au sein du Ministère des Travaux Publics.

d) Opérations Voies navigables

Conseiller de Direction: M. Warnimont

Ce Service gère l'entretien d'un réseau dont 15.000 kms étaient exploités en 1959, et dont environ 10.000 kms le sont actuellement à la suite de l'insécurité qui règne dans certaines régions.



Notre Conseiller auprès du Directeur du Service a été sollicité à maintes reprises d'apporter le concours de son expérience et de ses connaissances à la solution de nombreux problèmes de navigation. On doit notamment à son initiative et à la conscience professionnelle de ses collaborateurs parmi les fonctionnaires congolais, l'amélioration des mouillages du Bief Maritime, passés de 24 pieds en juillet 1965 à 29 pieds en décembre, et l'amélioration de la route de Navigation du Kasaï entre Port-Francqui et Kwamouth.

A la demande de l'Ambassade de Belgique, les services de cet expert ont pu être prêtés à une mission temporaire d'études sur l'aménagement des voies interafricaines de transport en surface; cette mission offerte par la Belgique à la C.E.A., avait notamment pour but la stabilisation du niveau du lac Tanganyika et l'amélioration de la navigabilité des rivières Kasaï et Ubangui.

Citons encore la rédaction, par ce même expert, du projet de Cahier des Charges pour la fourniture de deux nouvelles dragues par la C.E.E., ainsi que sa participation, pour le compte du Gouvernement congolais, à différents congrès internationaux, notamment à Stockholm (Navigation) et à Budapest (Hydrologie de surface). Enfin, cet expert a pu présenter, fin 1965, un important mémoire faisant le point sur l'incidence de la jacinthe d'eau sur la navigation intérieure du Congo.

Les autres experts placés auprès des Voies Navigables, ont pu contribuer utilement chacun dans son domaine d'activité, pour ce qui concerne l'Armement, les Télécommunications, l'Hydrographie, le Balisage, les Dragages des routes de navigation, à maintenir le réseau intérieur congolais en bon état d'exploitation.

e) Projet F.02.009 pour l'équivalent en F.C. de \$ 200.000: Prêt de l'AID

Renouvellement des propulseurs marins

Préparation administrative: M. Bouton

Action sur le terrain : MM. Bouton et Ghérarh (A.T.B.)

Ce projet qui avait pour objet de rééquiper en propulseurs plusieurs unités importantes du Bief Moyen, dragues, suceuses et baliseurs, a été mené à bonne fin dans des délais très rapides et se trouve maintenant terminé.

Les objectifs recherchés en ce domaine ont été atteints puisque six unités ont pu être remises en excellentes conditions de travail. Le Service des Voies Navigables a exprimé sa satisfaction pour l'aide apportée par le crédit AID avec le concours des experts des Travaux Publics.

f) Opérations Laboratoire

Projet F.03.021 pour l'équivalent en F.C. de \$ 46.666: Prêt de l'AID

Laboratoire - relance de la Section Sondages

Préparation administrative: M. Sallier

Action sur le terrain : MM. Guillemot, Galeotti, Henrion (A.T.B.)



Un préalable à l'étude d'ouvrages d'art est de connaître les éléments relatifs à la nature et aux caractéristiques des sols de fondation.

Un crédit d'un équivalent de \$ 46.666 a été obtenu pour réorganiser et équiper une cellule spécialisée en matière de sondages au sein de la Direction du Laboratoire National de Travaux Publics.

Il s'agit d'une opération en régie qui doit se développer progressivement et se concrétiser par la rédaction d'études complètes d'avant-projet d'ouvrages d'art.

Cette opération est menée en liaison étroite avec la cellule construction de ponts qui a déjà présenté plusieurs études d'avant-projets d'ouvrages définitifs pour le franchissement des rivières Kwilu et Wamba, respectivement au voisinage et Kikwit et de Kenge.

g) Opérations Bâtiments Civils

i) Projet G.10 pour un équivalent en F.C. de \$ 733.333: Prêt R.F.A.

Construction Ecole Nationale des P.T.T.

Préparation administrative: MM. Bado, Visart et Magnin

Action sur le terrain : MM. Bado, Visart et Magnin

Après rédaction du dossier technique et architectural, l'appel d'offres a été lancé par le Gouvernement congolais et les travaux ont démarré sur le terrain dans de bonnes conditions en septembre 1965.

Au 31 décembre 1965, les fondations et la dalle du rez-de-chaussée étaient terminées, et l'ossature porteuse en voie de coffrage.

ii) Projet spécial US-AID sans numéro d'un équivalent en F.C. de \$ 1.666.666: Prêt de l'AID

Construction d'un Camp de police à Lemba

Préparation administrative: MM. Bado, Visart et Magnin

Action sur le terrain : MM. Bado, Visart et Magnin

Ce projet dont le montant total sera de l'ordre de \$ 5.333.333 a été étudié par la cellule des Bâtiments Civils qui a exécuté toutes les études, les plans et le projet de contrat, puis instruit la procédure d'appel d'offres à la concurrence pour la première tranche.

Le chantier a démarré effectivement le 20 décembre 1965, les terrassements généraux et l'installation du chantier sont en cours.

iii) Projet F.01.004 pour l'équivalent en F.C. de \$ 25.340: Prêt de l'AID

Construction d'une tour radar - Météo

Préparation administrative: M. Bado

Action sur le terrain : M. Bado.



A la demande des Services de la Météorologie, la Direction des Bâtiments Civils a procédé, avec le concours de nos experts, à l'étude et à l'exécution de cette structure destinée à abriter un radar-météo.

Les travaux de génie civil sont actuellement terminés.

iv.) Projet sans numéro pour l'équivalent en F.C. de \$ 186.666: Prêt aide allemande

Construction Centre de Formation des Ponts et Chaussées

Préparation administrative: M. Visart

Action sur le terrain : M. Visart

Le dossier technique et administratif a été élaboré et mis au point, et un adjudicataire désigné après appel d'offres à la concurrence.

Les travaux qui devraient normalement démarrer en janvier 1966, auront une durée de l'ordre de 6 mois de façon à permettre l'utilisation des bâtiments pour la rentrée scolaire d'octobre 1966.

v.) Sur budget congolais - crédit d'un équivalent en F.C. de \$ 366.666,-

Construction Cabinet Ministre des Travaux Publics

Préparation administrative: MM. Bado, Visart et Magnin

Action sur le terrain : MM. Bado, Visart et Magnin

A la demande du Ministre des Travaux Publics, un projet a été étudié par les experts, puis un appel d'offres restreint a été lancé. Les travaux ont été confiés à l'Entreprise Safricas et devraient pouvoir débiter sur le terrain au commencement de l'année 1966.

vi.) Sur budget Service des Télécommunications

- Installation air conditionné Ecole des P.T.T.

M. Visart - Crédit d'un équivalent en F.C. de \$ 43.333,-

Les actions techniques et administratives ont été accomplies par l'expert, et la commande pourra être passée par le Gouvernement congolais dès que les fonds nécessaires auront été transférés.

- Construction de 5 logements au Centre d'Emission Radio - N'djili

M. Bado - Crédit pour l'équivalent en F.C. de \$ 170.000,-

Cette opération, qui s'est déroulée normalement dans le courant de l'année est maintenant pratiquement terminée, à l'exception d'une commande de fourniture de mobilier qui reste à passer.



Il s'agit d'un projet élaboré par l'expert BAT-ONU, qui a assuré ensuite le contrôle d'exécution en coopération avec le fonctionnaire-dirigeant congolais.

h) Opérations Régideso

Extension distribution d'eau à Léopoldville: Prêt AID d'un équivalent en F.C. de \$ 333.333,-

Le rapport annuel de 1964 mettait l'accent sur la situation extrêmement critique de cet Organisme parastatal responsable des services publics de la production et de la distribution d'eau potable dans de nombreux centres urbains du pays et notamment dans la capitale.

Grâce aux efforts de nos experts, et notamment de M. Walter, un projet d'extension de la production d'eau potable devant augmenter la capacité de fourniture d'eau pour Léopoldville de 40% a été mis au point. Une première tranche d'un équivalent en F.C. de \$ 333.333,- (projet F.03.17) a été obtenue auprès de l'AID en vue de la réalisation de ce projet.

Une part importante de ce crédit sera absorbée par l'achat de matériel d'importation. Les délais de livraison étant très longs, et les difficultés pour l'obtention de quotas assez sérieuses, l'exécution de ce projet ne pourra commencer sur le terrain qu'à partir de juin ou juillet 1966.

Comme par le passé, nos experts ont par ailleurs fourni un très gros effort pour faire face aux problèmes quotidiens de ravitaillement en eau, et ont à maintes reprises mis l'accent sur l'urgence impérieuse de renouveler les stocks en réactifs chimiques d'épuration.

Leurs actions en la matière ont toujours buté sur des problèmes de trésorerie et d'administration. Après intervention d'une aide accordée en août 1965 par la République Fédérale d'Allemagne, et qui a permis de rétablir pendant six mois la fourniture des produits chimiques de traitement, la fin de l'année a coïncidé avec l'épuisement du stock, si bien que l'eau de la capitale n'a plus été potable.

Devant la gravité de la situation, les autorités de la République ont écarté de leur poste certains dirigeants de la Régie avec la ferme intention de réaliser à court terme un assainissement des procédés de gestion de la Société parastatale.

Cette réorganisation demandera en pratique un certain délai au cours duquel il devrait être possible d'améliorer graduellement la qualité des services publics de distribution d'eau potable.

Au stade actuel, et compte tenu des commandes de réactifs qui ont finalement pu être passées, il apparaît qu'une amélioration de la qualité de l'eau distribuée à Léopoldville est à espérer pour début février 1966.



i) Opérations du titre I de l'US-AID

Opérations financées en 1964 dont l'exécution s'est développée en 1965

Un certain nombre de projets sur fonds de contrepartie de l'US-AID, Titre I et Titre II, ainsi que sur Aide de la République Fédérale d'Allemagne, ont pu se développer dans le courant de 1965.

Par contre, plusieurs de ces projets situés dans les zones d'insécurité n'ont pu être relancés, et en ce qui les concerne, la situation est demeurée inchangée.

i. Projet D.04.21 - Etude Bena-Dibele-Lodja

Crédit: équivalent en F.C. de \$ 126.666,- Prêt de l'AID

Contrôleur: M. Warnotte

L'étude de cet axe routier a été confiée au Bureau Cadic à la fin de décembre 1964.

Ce projet se développe normalement en dépit des difficultés rencontrées sur le terrain et des conditions quelquefois précaires de sécurité. L'achèvement complet des études Cadic est escompté pour février 1966, sous réserve du contrôle technique de leur qualité.

ii. Projet D.04.22 - Etude Nouvel Hôpital Léopoldville

Crédit: pour l'équivalent en F.C. de \$ 120.000,-

Contrôleur: M. Bado.

Ce projet confié également au Bureau Cadic a été terminé en juin 1965.

Après rédaction du mémoire de présentation par la mission d'Etudes Belge "IBELCO", les Services de la C.E.E. utilisent actuellement ce dossier en vue d'examiner l'opportunité de l'éventuel financement des travaux par le Marché Commun.

iii. Projet E.02.7 - Port de Coquilhatville - Bolenge

Crédit: Pour l'équivalent en F.C. de \$ 200.000,- Prêt de l'AID

Contrôleur: M. Warnimont

Les travaux préparatoires à l'ouverture du chantier ont pu être exécutés cette année. Le retrait d'une somme en F.C. équivalent à \$ 200.000,- sur le crédit alloué à ce projet qui, à l'origine, était de \$ 400.000,- en 1ère tranche, a empêché le développement de cette opération.

La reprise du travail est conditionnée par l'ouverture d'une nouvelle tranche de crédits de l'ordre de l'équivalent en F.C. de \$ 1.000.000,-



Cette somme a été inscrite au projet de Budget Extraordinaire préparé pour 1966 par le Département des Travaux Publics.

iv) Projet D.01.23 - Route de l'Ituri

Crédit: pour l'équivalent en F.C. de \$ 266.666,- Prêt de l'AID

Cette zone étant toujours située en zone rebelle, aucune relance d'un chantier de construction routière ne peut y être envisagée pour le moment. Signalons toutefois que le tronçon Mambassa-Bunia de cette route, d'une longueur de 165 kms, parcouru fin décembre par un expert semble être encore convenablement entretenu et présente des qualités de viabilité satisfaisantes.

v) Projets E.11.1 - E.11.2 - E.11.3 - E.11.4 - Opérations de secours à Baudoinville, Bukavu, Albertville et Stanleyville

Contrôleurs: MM. Bonhiver, Rochat, Boyer, Huysmans et Dozin

Crédit global: pour un équivalent en F.C. d'une somme de \$ 500.000,- sur prêt AID.

Les trois premières opérations citées ont été liquidées dans le courant du premier semestre 1965. L'opération de Stanleyville est toujours en cours, notamment en ce qui concerne les travaux relatifs à la construction des ouvrages d'assainissement et aux remblais de la place du Marché et de la voirie périphérique.

L'équipe des Travaux Publics de Stanleyville a accompli un important travail de régie en intervenant dans les différents domaines pouvant faciliter la réorganisation des services publics de la ville dévastée: réparations de l'Hôpital, réparations des bacs interrives, réparation des pompes au dépôt de carburant, action de nettoyage urbain, intervention sur les installations de pompage et de distribution d'eau et d'énergie électrique, réorganisation des transports en commun, etc.

vi) Projet D.01.26 - Reconstruction de 15 ponts au Katanga

Crédit: 105.000.000 de F.C. l'équivalent de \$ 700.000,- Prêt de l'AID

Contrôleur: M. Ghyoot.

Les opérations d'achèvement de 14 ponts ont été liquidées dans le courant de l'année 1965.

Un 15ème pont sur la Lufira sera inauguré début 1966, sur la route Elisabethville-Jadotville.

Certaines difficultés d'ordre contentieux, entraînées par la défaillance de l'Entreprise Forest, ont relenti la construction du dernier ouvrage, Dembo, sur la route Sandoa-Dilolo.



vii) Projet D.04.42 - Etudes voirie et assainissement à Elisabethville

Crédit: pour un équivalent en F.C. de \$ 140.000,- sur prêt de l'AID

Contrôleur: M. Ghyoot.

Ce dossier d'études a été terminé au mois de novembre 1965 et permettra d'introduire une demande de crédit lorsque les perspectives de financement seront devenues favorables à ce genre de travail.

viii) Projet D.04.43 - Stations d'épuration des eaux usées à Elisabethville

Crédit: pour un équivalent en F.C. de \$ 144.000,- Prêt de l'AID

Contrôleur: M. Ghyoot.

Les opérations de génie civil sur ces deux stations sont en principe terminées.

Toutefois, certaines malfaçons dans l'exécution ont amené l'Administration à refuser la réception provisoire des ouvrages qui sont actuellement activement repris par l'Entreprise. La liquidation financière de l'opération devrait pouvoir s'effectuer dans des conditions satisfaisantes au début 1966.



Tableau II      Coût des travaux exécutés par les experts des  
Nations Unies au cours de l'année 1965

Réf. N°.	Description	Coût en FC exprimés en dollars E.U.
	<u>Financé par le Gouvernement congolais</u>	\$ 1.580.000,00
	Total pour les 4 projets :	
	<u>Financé par l'Aide Amér. Titro I</u>	
	<u>Gouvernement Central</u>	
D-01.23	Etude travaux route Ituri	\$ 266.666,66
D-04.21	Etude route Bona-Dibelo-Lodja	126.666,66
D-04.22	Etude Nouvel Hôpital - 2ème tranche	120.000,00
E-02.7	Port de Coquilhatville/Bolongo	200.000,00
E-11.4	Rétablissement Stanleyville	282.000,00
	Total partiel	\$ 995.333,32
	Crédits supplémentaires Elisabethville	
	Bukavu	309.633,33
	Total partiel	<u>1.964,26</u>
		1.306.930,91
	<u>Bureau Constructions Scolaires</u>	
D-10.2	Institut Pédagogique National)	
E-10.7	Institut Pédagogique National)	\$ 583.813,50
D-10.5/6	Logements Prof./Construct. Classes	1.330.000,00
E-10.8/D-10.1	ENDA - 2ème phase	364.329,12
E-10.9	Inst. Nat. Bât. Trav. Publ. 3ème phase	<u>905.512,50</u>
		\$ 3.183.655,12
	<u>Province d'Albortville</u>	
E-11.3	Rétablissement d'Albortville	90.000,00
	<u>Province de Bukavu</u>	
E-11.2	Rétablissement de Bukavu	85.549,29



Tableau N° II. Coût des travaux exécutés par les experts des Nations Unies au cours de l'année 1965 (suite)

Réf. N°.	Description	Coût en FC exprimés en dollars E.U.
	<u>Province d'Elisabethville</u>	
D-01.25	Reconstruction de 15 ponts	\$ 700.000,00
D-04.42	Voirie assainissement Elisabethville	140.000,00
D-04.43	Station épuration eaux Elisabethville	<u>144.000,00</u>
	Total partiel:	\$ 984.000,00
	Opérations terminées	<u>6.289.853,86</u>
	Aide Américaine Titre I. Total:	11.939.982,48
	<u>Financé par l'Aide de la R.F.A.</u>	
AEA-1	Mobiliers - Inst. Pédag. National	\$ 52.000,00
AEA-3	Université Officielle Elisabethville	666.666,70
AEA-4	Inst. National des Mines - Bukavu	<u>533.333,50</u>
	Total partiel	\$ 1.252.000,20
	Opérations terminées	245.452,70
	Total Aide Allemande	1.497.452,90
	<u>Financé par Aide Amér. Titre II.</u>	
	<u>Education</u>	
C-19.9	Athénée de Kenge	\$ 140.000,00
C-19.10	Missions Protestantes	17.600,00
C-19.11/13.14	Missions Catholiques	<u>76.520,00</u>
	Total partiel	234.120,00
	<u>Province de Luluabourg</u>	
A-19.4	Travaux anti érosifs Luluabourg	9.839,05
	Opérations terminées	<u>4.440.855,21</u>
	Aide Américaine Titre II. Total	4.684.814,26



Tableau II. Coût des travaux exécutés par les exports des

Nations Unies au cours de l'année 1965 (suite 2)

Réf. N°	Description	Coût en FC exprimés en dollars E.U.
-1. 1	<u>Financé par l'Aide Amér. d'urgence</u>	
F-01.001	Accords réparations de routes	\$ 64.593,68
F-01.002	Routes urbaines	104.890,58
F-01.004	Tour radar pour météorologie	14.098,92
F-02.009	Renouvellement des propulseurs marins	199.428,74
F-02.010	Réparation de bacs	250.632,82
G-10	Ecole des Postes et Télécommunications	51.890,79
Sans code	Camp de Police Lemba	<u>200.000,00</u>
	Aide Américaine d'urgence, Total :	\$ 885.535,53
	TOTAL :	\$ 20.587.791,87

A-19.4

Travaux anti érosifs Luluabourg 9.839,05  
 Opérations terminées 4.440.855,21  
 Aide Américaine Titre II. Total

4.684.814,26



### C. Evaluation

Les événements de 1964 ayant durement influencé la stabilité et l'économie du Pays, un ralentissement des activités générales a été enregistré pendant le premier semestre de 1965.

Cette période a été mise à profit pour élaborer, avec le concours des experts, un important volume d'opérations prêtes à être lancées sitôt les financements acquis.

Le deuxième semestre a vu développer une période de reprise d'activité concentrée essentiellement sur l'entretien de l'infrastructure routière et la construction de bâtiments. Toutefois, chaque Direction a disposé de crédits lui permettant de relancer partiellement ses activités dans les domaines les plus essentiels.

Par ailleurs, d'autres services ont sollicité l'aide technique du Département et de certains experts des Travaux Publics:

- Commission Economique pour l'Afrique
- Ministère de l'Intérieur
- Ministère des Transports et Communications
- Aéronautique civile
- Université d'Elisabethville
- Service Météorologique
- BAT des Nations Unies
- Ambassade des Etats-Unis
- Ambassade de Belgique
- Services de l'US-AID
- UNESCO
- Mission BCEOM-ASMIC.

Il a généralement été possible de répondre à ces différents appels grâce à l'accroissement du nombre de nos experts qui est passé de 30 unités au 31 décembre 1964 à 42 un an plus tard, soit 40% d'augmentation. Cet accroissement numérique a surtout permis d'épouser avec davantage de succès la gamme de compétences impliquée par l'étendue et la variété des attributions du Ministère des Travaux Publics.

Ces 43 experts ont permis de constituer différentes cellules relativement homogènes, lesquelles sont à même de faire face à de nombreux problèmes. Plusieurs de ces équipes restent cependant extrêmement fragiles et méritent un renforcement numérique sous peine de les voir disloquées à la moindre défection.



En ce qui concerne la formation et l'entraînement des cadres, ou futurs cadres congolais, les considérations exposées dans le rapport de 1964 restent toujours d'actualité.

Un phénomène encourageant s'est amorcé en 1965, il s'agit de l'intérêt réellement profond que les directeurs et leurs subordonnés ont manifesté pour l'avancement et le lancement des nouvelles opérations. Les mécanismes administratifs en particulier ont été, semble-t-il, parfaitement assimilés. Une certaine impatience nouvelle qui commence à s'extérioriser à l'égard des conseils des experts paraît exprimer une évolution favorable et un sens des responsabilités accru.

Pour conclure, si l'on ajoute au chiffre évoqué plus haut, soit l'équivalent de \$ 7.513,- somme canalisée en 1965 au bénéfice des Travaux Publics au Congo par les Nations Unies, les dotations accordées la même année au titre des Constructions Scolaires, l'équivalent de \$ 1.800.000,- on observe que 95% du montant global des investissements publics effectués par la République du Congo au moyen d'aides extérieures obtenues en 1965 ont intéressé les activités du seul Département des Travaux Publics.

Ce pourcentage élevé représente le fruit des multiples efforts déployés par les fonctionnaires et techniciens de ce département pour montrer auprès des Comités Directeurs de l'attribution des fonds l'intérêt des programmes présentés et le soin apporté dans la mise en oeuvre des opérations.

Il n'en reste pas moins que l'effort d'investissement consenti en faveur des Travaux Publics reste encore dramatiquement insuffisant en valeur absolue comparée aux immenses besoins du pays.

Les grandes entreprises routières se trouvent réduites au chômage et menacées de disparaître, les crédits limités obtenus pour les routes ayant été réservés à des opérations d'entretien de caractère modeste.

On sait qu'avant l'Indépendance, le plan décennal comportait une cadence d'investissement en ouvrages d'intérêt public de l'ordre de 5 milliards de francs belges chaque année. Ainsi, en tenant compte du défaut d'entretien, des destructions volontaires et du faible niveau des investissements qui ont prévalu au Congo depuis 5 ans, on voit que le pays devra impérativement, au cours des prochaines années, consacrer une plus large part de ses ressources aux grands travaux d'aménagement de ses voies de communications si l'on veut créer les conditions favorables à la reprise du développement des échanges intérieurs, pierre angulaire de la croissance économique et de la promotion sociale du pays.

Cette formule économique de 30.000 F.C. par kilomètre et par an paraît constituer une solution intéressante au problème de l'entretien des routes en terre pour les pays en voie de développement.



Elle fait appel à des Sociétés directement intéressées dans l'utilisation de ces routes et qui acceptent de participer aux dépenses d'entretien et à l'organisation et la surveillance des travaux de cantonnement. Les sommes versées présentent en effet davantage l'aspect d'une subvention forfaitaire partielle que celui d'une rétribution du travail fourni, lequel est, en fait, souvent supérieur au crédit alloué.

Il est cependant entendu que cette formule ne devrait être adoptée qu'à titre provisoire et de transition, afin de permettre aux structures administratives du type classique de se réorganiser pour faire pleinement face à leurs responsabilités.

Temporairement, il pourrait toutefois être intéressant d'en envisager le cas échéant l'extension à d'autres régions ayant à résoudre des problèmes analogues.

La section des Travaux Publics se propose de rédiger un mémoire sur cette importante question à l'intention du bureau compétent du Siège, lequel, s'il est d'accord, pourrait en assurer la diffusion auprès des pays ou régions intéressés.

Tableau III - Exécution du Projet en 1965

	Nombre d'experts		Nombre de mois/homme		Source de financement
	prévu	effectif	prévu	effectif	
Services consultatifs	1	1	12	12	Programme ordinaire des Nations Unies
	49	46	588	467	Accord Américain sur projets et Fonds pour le Congo
Total	50	47	600	479	



D. Coût

Tableau IV. Coût estimatif du projet en 1965

	Change extérieur		Monnaie locale FC exprimée en \$	Source de Financement
	\$ E.U.	% utilisé montant total des crédits prévu		
Servicos consultatifs	20.000	100 %		Progr. ord. des Nations Unies
Servicos consultatifs et d'exécution	384.400			Accord américain sur projets
Matériel et fournitures	21.200			- " -
Coût d'exécution	5.900			- " -
Total partiel	411.500	129 %		- " -
Servicos d'exécutions	138.000			Fonds pour le Congo
Coût d'exécution	5.500			- " -
Total partiel	143.500	89 %		- " -
Exports : frais locaux			224.800	Gouv. congolais
TOTAL :	575.000		224.800	



E. Personnel

Tableau V. Liste du personnel international en service au titre du projet en 1965

Fonction	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
Conseiller principal	Larcher, M.E.	Franco	19 août 62	31 déc. 66	Progr. ord. des Nations Unies Fonds du Congo
Ingénieur T.P.	Anhoury, R.	Liban	26 mar. 64	25 mar. 66	
Architecte, Bât. Civil	Bado, A.	Uruguay	24 jan. 64	23 jan. 66	- " -
Technicien T.P.	Bonhivier, J.	Belgique	22 nov. 63	21 nov. 66 <sup>1</sup>	- " -
Officier Mar. Voies Nav.	Bouton, J.	Belgique	5 sept. 63	31 déc. 65 <sup>1</sup>	- " -
Technicien T.P., Léo.	Braissant, G.	Suisse	22 nov. 64	21 nov. 65 <sup>1</sup>	- " -
Officier Mar. Voies Nav.	De Vos, A.	Belgique	14 sept. 63	31 déc. 65 <sup>1</sup>	- " -
Technicien T.P., Stan.	Dozin, N.	Belgique	28 oct. 63	27 oct. 65	- " -
Ingénieur Mécanicien TPM	Ou Tchao Tchou	Chino	1 oct. 64	30 sept. 66 <sup>1</sup>	- " -
Géomètre, Coquilhatville	Rochat, R.	Suisse	7 mai 64	6 mai 66 <sup>1</sup>	- " -
Conseiller aux Voies Nav.	Warnimont, F.	Belgique	5 sept. 63	31 déc. 65 <sup>1</sup>	- " -
Ingénieur Civil, Léo.	Weigl, E.	Allemagne	28 sept. 64	27 sept. 66 <sup>1</sup>	- " -
Technicien T.P., Bukavu	Welliquet, F.	Belgique	7 nov. 63	6 nov. 65	- " -
Dessinateur	Costoglou, S.	Grèce	5 juil. 65	5 juil. 66	- " -
Ingénieur Technicien, Labo.	Guillomot, L.	Franco	10 déc. 65	9 déc. 66	- " -
Ingénieur Technicien, Léo.	Rossier, J.C.	Suisse	18 avr. 65	17 avr. 66	- " -
Dessinateur	Verbruggen, S.	Belgique	15 juil. 65	15 juil. 66	- " -
Expert T.P., Albertville	Boyer, L.	Franco	19 avr. 62	31 déc. 66	P R O A G
Maître-Mécanicien, TPM	Dalochamps, S.	Franco	16 déc. 64	15 déc. 66	P R O A G
Ing. Technic. Regidoso	Fernandez Diego	Espagne	1 avr. 64	31 mar. 66	- " -
Expert TP, Elisabethville	Ghyoot, P.	Belgique	10 juin 63	9 juin 66	- " -
Expert TP, Stanleyville	Huysmans, B.K.	Hollande	24 avr. 61	31 déc. 66	- " -
Expert TP, Léopoldville	Imbert, M.	Franco	3 avr. 62	31 déc. 66	- " -
Ing. Technicien, Léo.	Nazon, R.	Haïti	27 avr. 64	26 avr. 66	- " -
Ingénieur Regidoso	Perivola-ropoulos, E.	Grèce	17 mai 63	16 jan. 66	- " -
Ingénieur Technicien T.P.	Sallier, J.C.	Franco	22 août 63	21 août 66	- " -
Hydrographe, Voies Navig.	Steinmütz, J.	Belgique	1 juin 64	31 mai 66	- " -



## E. Personnel (Suite )

Tableau V. Liste du personnel international en service au titre du projet en 1965

Fonction	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
Architecte, Bât. Civils	Visart de - Bocarmé, D.	Belgique	19 oct. 64	18 oct. 66	P R O - A G
Ingénieur Rogidoso	Walter, E.K.	Autriche	23 jan. 61	31 déc. 66	- " -
Comptable, Rogidoso	Xanthopoulos, E.	Grèce	8 mai 62	31 déc. 66	- " -
Conseiller auprès du Ministre de T.P.	Bigot, P.	France	1 jan. 65	30 oct. 66	- " -
Maître-Mécanicien	Bodin, Ch.	France	4 août 65	3 août 66	- " -
Fonctionnaire - Administratif	Constantinidès, C.	Chypre	1 jan. 65	31 déc. 66	- " -
Expert T.P., Léopoldville	Galeotti, G.	Italie	18 juil. 65	17 juil. 66	- " -
Ingénieur Civil, Léo.	Hartman, M.	Etats-Unis	17 Déc. 65	16 déc. 66	- " -
Ingénieur Technicien, Léo.	Magnin, L.	Suisse	3 avr. 65	3 avr. 66	- " -
Ingénieur Technicien, Lulu.	Martin, M.	Haïti	8 fév. 65	7 fév. 66	- " -
Maître-Mécanicien TPM	Moons, P.	Belgique	17 août 64	16 août 66	- " -
Maître-Mécanicien TPM	Scoeur, E.	Belgique	20 juin 64	19 juin 66	- " -
Maître-Mécanicien TPM	Sohy, L.	Belgique	26 mar. 65	25 mar. 66	- " -
Conseiller aux Voies Nav.	Szawernowski, P.	Pologne	24 sept. 65	23 sept. 66	- " -
Ingénieur T.P., Léo.	Warnotte, P.	Belgique	16 mar. 65	15 mar. 66	- " -

1/ experts dont les contrats sont en cours de renouvellement.



Chapitre 8

INSTRUCTION DE LA POLICE

Projet No. 80-01

Exécuté par les Nations Unies

A. Objectifs et structure du projet

Le projet a été divisé en deux parties distinctes:

1. Les Nations Unies ont été chargées de recruter le Directeur Technique et la plupart du personnel enseignant à l'Ecole Nationale de Police à Léopoldville et ont apporté leur concours à l'ouverture de deux écoles provinciales de police. Leur but est (1) de former des diplômés pour les forces de police de Léopoldville et des provinces, afin de consolider le maintien de l'ordre dans la République démocratique du Congo et (2) de former des instructeurs congolais pour remplacer le personnel enseignant international.
2. Les Nations Unies ont entretenu, dans la République démocratique du Congo, un contingent de Police Nigérienne composée de 400 membres, officiers et agents mis à disposition par le gouvernement nigérien. Le contingent a prêté son concours au maintien de l'ordre et a donné une formation pratique à la police congolaise.

B. Mise en oeuvre du projet

1. Services consultatifs

Le Directeur Technique de l'Ecole Nationale de Police à Léopoldville a aussi exercé les fonctions de conseiller au Ministère de l'Intérieur en matière de police.

2. Formation

L'Ecole Nationale de Police à Léopoldville a été ouverte au début de 1965. A la fin de l'année, on comptait 280 recrues, dont 72 hommes venant directement de la vie civile et qui ont été soumis à un cours d'officiers d'une durée de 15 mois; 42 hommes déjà en service qui ont suivi un cours accéléré d'officiers de 6 mois; 79 jeunes gens de la vie civile et 29 femmes qui ont suivi un cours de recrues de 9 mois.

Le 25 juillet, 65 officiers ont quitté l'Ecole après avoir terminé avec succès le premier cours d'officiers et avoir subi l'examen final, auquel le premier et le dernier candidat ont été classés respectivement avec 832 et 522 points. Lors de la session d'examens, tenue le 30 juillet 1965, sur 25 officiers déjà en service qui avaient suivi un cours expérimental accéléré d'une durée de trois mois, 17 ont réussi tandis que 8 ont échoué. Ce type de cours pour le personnel déjà en service dure maintenant six mois et les recrues



doivent être domiciliées dans le camp de l'école. On espère ainsi obtenir de meilleurs résultats. Le 16 décembre, 56 officiers de police et 4 femmes-agents ont terminé leur cours de 9 mois et ont reçu leur diplôme des mains de M. Tshisekedi, Ministre de l'Intérieur, lors d'une cérémonie organisée à l'école.

L'objectif du projet d'instruction de police est de donner aux recrues une formation académique, morale et physique: académique, en les aidant à acquérir une connaissance théorique des lois, des règlements administratifs émanant d'une autorité locale, des statuts et de l'interprétation que l'on peut leur trouver dans des livres; morale, en leur inculquant les concepts nécessaires de discipline; physique enfin, en leur permettant de développer leurs corps et de se maintenir en bonne forme.

A l'Ecole de Police à Léopoldville, les recrues ont suivi avec succès le plan d'études qui comprend le droit pénal, la procédure pénale, le droit judiciaire, le droit civil, le droit constitutionnel, le droit administratif, le droit commercial, la science du barreau, les empreintes digitales et l'identification, le code de la route, l'immigration, les opérations de police aux aéroports et aux frontières, la rédaction de rapports de police, la lutte contre les émeutes, des exercices, la discipline, l'éducation physique et les sports.

A la fin de l'année, un certain nombre d'agents congolais suivaient des cours de formation d'instructeurs de police.

A Bukavu, l'Ecole de Police, qui avait péri-lité pendant quelques années, a connu un nouvel essor à l'arrivée de trois inspecteurs de police des Nations Unies et de matériel d'enseignement. En outre, trois instructeurs nigériens vont probablement se joindre au personnel enseignant, dans les premiers mois de 1966.

A Stanleyville, une nouvelle Ecole de Police a été ouverte et compte quelque 300 recrues. L'édifice, qui abrite les dortoirs, les bureaux administratifs et les salles de classes, ont été construits par le gouvernement provincial. Un lot d'équipement a été fourni par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

### 3. Activité opérationnelle et instruction en cours d'emploi

Le projet d'instruction de police s'est poursuivi en trois phases. La formation pratique relevait du contingent des 400 policiers nigériens sous le commandement de M. J. Modi, puis de celui de M. T. H. E. Brisibe. Le contingent de la police nigérienne, a donné des leçons pratiques, dont les agents de police congolais ont tiré grand profit; il a organisé des patrouilles mixtes à pied et motorisées, coordonné les efforts pour les enquêtes de délits et pour la réglementation de la circulation et montré l'exemple en matière de discipline et de tenue.



#### 4. Bourses d'Etudes

Les gouvernements des Etats-Unis et de la République Fédérale du Nigéria ont accordé des bourses d'études à des officiers de police congolais, pour participer à des cours de formation dans les institutions de police de ces pays.

#### 5. Coopération avec d'autres programmes

La section de la sûreté publique de l'USAID, (Aide américaine), a fourni une quantité considérable de véhicules et d'équipements de radio, ainsi que des bourses d'études. Le gouvernement nigérien a, lui aussi, accordé des bourses. Des détails supplémentaires seront donnés à ce sujet au chapitre 26.

#### C. Evaluation du projet

1. Le recrutement pour la formation d'officiers à l'Ecole de Police n'a pas été une tâche facile. Des instructeurs des Nations Unies, accompagnés par des fonctionnaires du Ministère de l'Intérieur, ont dû parcourir de longues distances à l'intérieur des provinces pour convoquer, examiner et sélectionner des candidats aptes à suivre le second cours d'officiers. Le niveau scolaire des candidats officiers, comme celui des recrues n'a pas pu donner entière satisfaction. C'est pour cette raison que deux professeurs de l'UNESCO ont été affectés à l'école pour y enseigner à mi-temps, ainsi qu'un professeur congolais du Ministère de l'Education pour l'enseignement du français. L'instruction à l'école est donnée en langue française uniquement.

En général, on peut dire que l'école a fait des progrès remarquables. Les phases théorique et pratique du projet ont toutes deux été menées à bien avec succès.

Au cours de la première partie de l'année, l'école n'a pas été décemment logée, mais par la suite, des bâtiments convenables ont été mis à sa disposition à Léopoldville-Mateté.

Les résultats des activités de l'école se sont fait sentir sur toute l'étendue du pays, car, non seulement la plupart des provinces ont pu bénéficier des services rendus par un certain nombre d'officiers bien entraînés ayant terminé leur premier cours à l'Ecole Nationale de Police, mais elles ont également contribué à la recherche de candidats pour le deuxième cours qui est donné à l'heure actuelle. Toutes les recrues diplômées ont été affectées à Léopoldville, mais les écoles récemment établies dans les provinces amèneront un changement de cette situation.

Dans le courant de l'année on a attaché plus d'importance à la formation d'instructeurs de police congolais que par le passé.



Il est envisagé, d'autre part, d'ouvrir deux autres écoles provinciales de recrues, à Luluabourg et Coquilhatville.

2. Le contingent de police nigérienne est venu au Congo après l'Indépendance, mais dans le but principal de maintenir l'ordre. Vers la fin de 1965, les forces congolaises de police étaient suffisamment entraînées pour que la présence du contingent ne soit plus nécessaire. A la suite de cérémonies au cours desquelles le Gouvernement a exprimé sa reconnaissance pour l'aide apportée, le contingent est parti le 4 janvier 1966. La formation pratique que ce contingent a donnée aux forces congolaises de police a permis de faire de celles-ci ce qu'elles sont aujourd'hui.

Tableau I - Montant de l'aide accordée

	<u>Nombre d'hommes</u>		<u>Nombre mois/homme</u>		<u>Source de financement</u>
	prévu	effectif	prévu	effectif	
Contingent de Police Nigérienne : Travail d'exécution et de formation	400	400	4.800	4.800	PROAG, Fonds pour le Congo et gouvernement Nigérien
Instructeurs à l'Ecole de Police	14	8	168	50	Accord américain sur projets
Total	414	408	4.968	4.850	



D. Coût

TABEAU II - COUT ESTIMATIF. EN 1965

(Frais supportés par le gouvernement nigérien non compris)

	Change extérieur		Monnaie locale exprimée en \$	Source de Financement
	\$ E.U.	% utilisé du montant total des créds. prév.		
Police Nigérienne et Instructeurs de l'Ecole de police	450.403 1/			
Matériel et fournitures	4.300			
Frais d'exécution	797			
Total partiel	455.500	Plus de 100 %		PROAG
Personnel Administratif et de Secrétariat	8.000	98 %		Fonds pour le Congo
Frais locaux de la Police Nigérienne et des Instructeurs de l'Ecole de Police			625.178	gouvernement congolais
Total :	463.500		625.178	

1/ Il est à relever que ces chiffres se réfèrent aux allocations locales et autres types d'allocations, aux services médicaux, logement et frais de voyage entre le Nigéria et le Congo pour le contingent de police nigérienne. Les salaires de base du contingent ont été payés au Nigéria et par le gouvernement nigérien. Le coût du rapatriement de l'ensemble du contingent a été porté au budget de 1965.



Tableau III. Personnel International attaché à ce projet

Titre	N o m	Nationalité	Lieu d'affectation	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
Contingent de Police Nigérienne	400 Officiers et hommes	Nigéria	Léopoldville	1/	4 jan. 66	PROAG, Fonds pour le Cong et Govt. Nigérien
Directeur technique de l'Ecole Nationale de Police et Conseiller de Police a.i.	James, E.E.	Nigéria	Léopoldville	28 juin 64		PROAG
Instructeur	Al-Abed	Syrie	Léopoldville		1 août 66	PROAG
Instructeur	Byrne, W.	Irlande	Léopoldville		3 août 66	PROAG
Instructeur	Caulier, R.	France	Léopoldville		18 mai 66	PROAG
Instructeur	Dessard, J.	Belgique	Léopoldville		12 juin 66	PROAG
Instructeur	Ikenwa, A.C.	Nigéria	Léopoldville	28 juin 64		PROAG
Instructeur	James, I.O.	Nigéria	Léopoldville	28 juin 64		PROAG
Instructeur	Kenechukwu, D.	Nigéria	Léopoldville	28 juin 64		PROAG
Instructeur	Losueur, J.	France	Léopoldville		29 mai 66	PROAG
Instructeur	Martin, E.	Canada	"		16 juil. 66	PROAG
Instructeur	Micoli, A.	France	Léopoldville		29 mai 66	PROAG
Instructeur	Ogbebor, S.	Nigéria	Léopoldville	28 juin 64		PROAG
Instructeur	Peel, J.	Belgique	Léopoldville		30 sept. 66	PROAG
Instructeur	Pontal, L.	France	Léopoldville		10 sept. 66	PROAG
Instructeur	Schneider, A.	Autriche	Bukavu			PROAG
Médecin	Condoradolis,	Grèce	Léopoldville	15 jan. 63	30 juin 65	PROAG

1/ Bien que les hommes du contingent aient été remplacés tous les quatre mois, l'effectif du corps de police a toujours été maintenu à 400.



## Chapitre 9

### FORMATION DES ADMINISTRATEURS

#### ECOLE NATIONALE DE DROIT ET D'ADMINISTRATION (ENDA)

Projet N° 50-01

Exécuté par les Nations Unies

##### A. Objectifs et structure du projet

La pénurie presque totale de personnel gouvernemental qualifié, en particulier aux échelons moyens et supérieurs, s'est fait sentir peu après l'indépendance. L'Ecole Nationale de Droit et d'Administration (ENDA) a pour objectif de former des Congolais susceptibles d'occuper ces postes.

L'ENDA a été créée par l'ordonnance présidentielle N° 93 et a été mise sur pied grâce au concours des Nations Unies, du gouvernement des Etats-Unis et de la Fondation Ford. Elle a accueilli ses 176 premiers étudiants au début de l'année 1961. Le personnel enseignant a été recruté à l'étranger par la Fondation Ford et les Nations Unies. L'Ecole a un programme de 4 ans d'études de droit, d'administration, d'économie et de finances et le plan d'études prévoit quelque 5 mois de formation en cours d'emploi avant la remise des diplômes aux étudiants. 2 mois dans les provinces du Congo, où les étudiants sont affectés à divers ministères provinciaux, et 3 mois dans divers départements gouvernementaux des pays d'outre-mer qui offrent des bourses d'études jusqu'à fin 1965; la Belgique, la Suisse, la France, le Canada et les Etats-Unis ont pris des étudiants de l'ENDA en qualité de stagiaires dans leurs services gouvernementaux.

Selon l'ordonnance N° 93, les étudiants de l'ENDA sont des fonctionnaires-stagiaires et sont attachés au Ministère de la Fonction Publique. Une fois admis à l'Ecole, on leur demande de s'engager à rester au service du gouvernement pendant une période de dix ans. En revanche, le gouvernement leur garantit de les intégrer aux ministères avec le grade de chef de bureau, ou un grade équivalent, après réception de leur diplôme.

Dans le cadre de leur assistance à l'ENDA, les Nations Unies ont fourni des bourses d'études locales et des professeurs. Elles ont également procuré une aide financière pour la construction des bâtiments qui abritent aujourd'hui cette école.

En raison des crédits accrus mis à la disposition de l'ENDA par d'autres sources, la contribution des Nations Unies à l'Ecole a pris fin en octobre 1965.

##### B. Mise en oeuvre du projet de formation 1961-1965

i) Sept postes de lecteurs devant être occupés par du personnel recruté par les Nations Unies avaient été envisagés à l'origine; cependant, jusqu'en 1962, quatre postes et en 1964 et 1965 deux postes seulement, ont été pourvus. Il s'agit du poste de lecteur en droit international, et de celui en législation et administration.



En dehors de leurs activités enseignantes, le secrétaire général de l'Ecole a confié à ces deux professeurs certaines fonctions de caractère consultatif et administratif, le poste de conseiller étant resté vacant, et ils ont ainsi participé à la formation de l'Ecole.

L'évolution de l'Ecole et la tendance rétrograde du nombre des diplômés ressortent du tableau suivant:

Tableau I - Nombre d'étudiants de chaque niveau et nombre de diplômés

	Classe de janvier 1961	Classe d'octobre 1961	Classe d'octobre 1962	Classe d'octobre 1963 Entrée directe en 1ère année	Classe d'octobre 1963 Entrée en année préparatoire	Classe d'octobre 1964	Classe d'octobre 1965
Année préparatoire (1963 et années suivantes)	-	-	-	-	160	31	55
Première année	176	200	160	66	53	52*	-
Deuxième année	113	110	80	36	44	-	-
Troisième année	98	89	58	25	-	-	-
Quatrième année	92	85	57	25**	-	-	-
Nombre de diplômés	92 (en 1964)	85 (en 1965)	57** (en 1966)	25** (en 1967)	-	-	-

\* Un certain nombre d'inscriptions directes pour la première année ont été acceptées.

\*\* Chiffre estimatif.

En 1965, 85 diplômés de l'ENDA ont été engagés par les ministères centraux et provinciaux, contre 92 en 1964. 57 autres seront vraisemblablement prêts à entrer dans le service gouvernemental en 1966, et 25 en 1967. Le tableau II indique le nombre de diplômés de l'ENDA, classés selon leur spécialisation.



Tableau II - Diplômés de l'ENDA classés selon spécialisation

	1964	1965	1966	1967
Droit	52	35	25	10
Economie et finance	23	32	18	7
Administration	17	18	14	8
Total:	92	85	57 1/2	25 1/2

1/ Chiffre estimatif

Le décret N° 146 du mois de mai 1965 a permis aux diplômés de l'ENDA d'être nommés au poste de substitut (l'équivalent de procureur public adjoint) aux tribunaux militaires créés pendant la rébellion. A fin 1965, 18 diplômés de l'ENDA avaient occupé de tels postes, avec le grade de major de l'Armée Nationale Congolaise.

#### ii) Services consultatifs et opérationnels

Le deux lecteurs des Nations Unies qui étaient affectés à l'Ecole jusqu'en 1965 ont assumé leurs fonctions en qualité de conseillers du sous-secrétaire chargé de la gestion courante de l'Administration de l'Ecole et ont apporté leur aide dans ce domaine. Le poste de directeur général et chef titulaire a normalement été occupé par un ministre du Gouvernement Central.

#### iii) Equipement

Les Nations Unies ont prêté leur concours pour la construction et l'équipement initial de l'Ecole (voir section (d) coût du projet 1961 à 1965).

#### iv) Bourses d'études

Les gouvernements de Belgique, de France et des Etats-Unis ont accordé des bourses d'études permettant à des étudiants d'obtenir 3 mois de formation dans des institutions de ces pays.

#### v) Collaboration avec d'autres programmes

L'action qui a abouti à la fondation de l'ENDA n'a pas eu lieu dans le cadre d'un "programme" officiel. Peu après l'indépendance, un groupe de lecteurs belges à l'Université Lovanium ont abandonné la sécurité relative que leur offraient ces postes pour fonder l'ENDA. Quelques-uns d'entre eux ont travaillé bénévolement, tandis que d'autres ont gardé leur poste et ont enseigné à l'ENDA à mi-temps, à titre gratuit. Ce groupe a attiré l'intérêt des Nations Unies, de la Fondation Ford et du gouvernement des Etats-Unis; il a obtenu une aide de ces 3 sources et a réussi à faire démarrer l'Ecole. Un peu plus tard, les programmes belges et français d'assistance bilatérale ont mis un certain nombre de lecteurs à la disposition de l'Ecole. Les autres



lecteurs ont pensé que le personnel provenant de l'assistance bilatérale française considérait l'Ecole comme une institution réservée à la culture française (ce qui ne correspondait pas à l'intention manifestée par leur gouvernement) et les rapports entre ce groupe et les autres lecteurs en ont souffert. Ces divergences, inévitables jusqu'à un certain degré quand un projet est financé par diverses sources nationales, semblent avoir revêtu une importance assez grande et ont malheureusement influencé, dans une certaine mesure, le bon fonctionnement de l'Ecole. Au mois de décembre 1965, peu après que les contrats des lecteurs des Nations Unies fussent venus à expiration, les étudiants de l'Ecole se sont mis en grève pour obtenir la démission du Directeur des études, un membre du groupe de l'assistance bilatérale française.

### C. Evaluation du projet

La formation offerte par l'ENDA peut favorablement se comparer à celle fournie par une université. Il est vrai que, de 1961 à 1963, les étudiants n'ayant terminé que 4 années d'éducation secondaire ont obtenu la permission de se présenter à l'examen d'admission de l'ENDA, mais, depuis 1963, il faut avoir 6 ans d'éducation secondaire pour être accepté. La sélection dans l'Ecole a été stricte: sur les 200 étudiants admis en 1961, 85 seulement ont reçu leur diplôme en 1965, et sur les 160 admis en 1962 on prévoit que seulement 57 obtiendront le leur en 1966.

En 1965, le décret N° 126 du Ministère de l'Education Nationale a reconnu que le niveau de l'ENDA correspondait à celui d'une université, en accordant à son diplôme la valeur équivalente d'une licence spéciale à l'université.

Le nombre d'heures d'instruction par sujet à l'ENDA est le même qu'à l'université de Lovanium.

Il ne fait aucun doute que l'ENDA exerce une fonction essentielle au Congo. Cependant il est trop tôt pour procéder à une évaluation approfondie du projet de l'ENDA, étant donné que c'est uniquement parce que ses diplômés accomplissent que l'on peut mesurer son succès, et qu'aucun, d'entre eux n'avait, à la fin de décembre 1965, terminé un an de service actif. Les informations préliminaires ont toutefois été encourageantes. Quelque 60% des diplômés de l'Ecole ont été affectés aux ministères du Gouvernement Central à Léopoldville, tandis que les autres 40% se sont vu confier des postes en province.

La maturité et l'expérience précédente des 92 étudiants qui ont reçu leur diplôme au mois de décembre 1964 paraissent avoir été à l'actif de leur stage pratique. Plus de 60% avaient au moins 27 ans, plus de 30% avaient eu une expérience précédente, de 3 mois à 17 ans, avec une moyenne de 3 ans.

L'âge moyen des étudiants actuels et futurs de l'ENDA, aussi bien que la durée de leur expérience précédente, tend à diminuer fortement, étant donné qu'un nombre croissant d'étudiants s'inscrivent à l'ENDA immédiatement après avoir terminé leur éducation secondaire.



Le fait que le financement de l'Ecole a été assuré par diverses sources a occasionné les divergences mentionnées ci-dessus. Toutefois, les étudiants et la plus grande partie du personnel ont toujours considéré les professeurs des Nations Unies comme des éléments impartiaux, ce qui a contribué à augmenter l'efficacité de leur contribution.

La mission conjointe Nations Unies - UNESCO, qui devait revoir le programme des 4 années de l'ENDA, n'a pas vu le jour en 1965, par manque de fonds disponibles. Le Gouvernement a toutefois renouvelé sa demande et on s'attend à ce que cette équipe soit formée en 1966.

A la fin de 1965, les difficultés initiales, inhérentes à la fondation d'une nouvelle école, avaient été surmontées; les étudiants avaient achevé leurs études avec succès et à un niveau élevé; l'Ecole était confortablement installée dans les nouveaux bâtiments mis à sa disposition et elle fonctionnait d'une manière satisfaisante.

Tableau III - Exécution du projet en 1965

	Nombre d'experts		Nombre de mois/homme		Source de financement
	prévu	effectif	prévu	effectif	
Professeurs	3	2	29	17	Fonds pour le Congo

D. Coût

Tableau IV - Coût du Projet en 1965

	Change extérieur		Monnaie locale FC exprimée en \$	Source de financement
	\$ E.U.	% utilisé du montant total des crédits prévus		
Professeurs	22.000	110%		Fonds pour le Congo
Professeurs et contribution au frais de bâtiments			173.428	Gouvernement congolais



Tableau .V - Coût du projet 1961-1965

Année	Change extérieur \$ E.U.	Monnaie locale F.C. exprimée en \$ Versée par le Gouvernement Congolais	Source de financement (Change extérieur)
1961	112.353	-	Fonds pour le Congo
1962	360.461	-	Fonds pour le Congo
1963	42.331	283.777	Fonds pour le Congo
1964	34.898	245.224	Fonds pour le Congo
1965*	22.000	173.428	Fonds pour le Congo
Total	572.043	702.429	

\* Chiffre estimatif

Le projet a pris fin en 1965.

E. Personnel

Tableau VI- Professeurs recrutés par les Nations Unies et employés dans  
le Projet en 1965

Nom	Fonction	Nationalité	Entrée en fonction	Fin de ser- vice ou de contrat
Chen G.	Professeur de droit International	République de Chine	25 octobre 1962	24 octobre 1965
Aubert G.	Professeur en matière de législation et d'administration	Canada	4 janvier 1963	31 juillet 1965



## Chapitre 10

### AFFAIRES SOCIALES ET DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Projet N° 90-01

Exécuté par les Nations Unies

#### A. Objectifs et structure du projet

Il a déjà été démontré qu'au Congo, comme du reste dans d'autres pays en voie de développement, l'entrave la plus sérieuse au développement technique et au progrès économique peut être le social et le culturel. Inversement, là où le développement social réussit, il fournit un stimulant puissant à l'économie tout entière. Le projet des affaires sociales et du développement communautaire au Congo a donc pour objectif de faire disparaître l'entrave sociale qui paralyse le progrès économique et, moyennant des mesures de développement social et d'entraide communautaire d'efforts personnels, apporter à l'économie une impulsion interne susceptible de promouvoir son expansion. Par leur projet des affaires sociales et de développement communautaire, les Nations Unies aident le gouvernement du Congo à planifier et développer ses propres services ministériels, officiels et bénévoles dans les domaines du bien-être social et du développement communautaire. Dans ce but, elles ont:

1. accru le recours au développement communautaire pour promouvoir le redressement économique; appuyé les initiatives locales; aidé les populations à participer pleinement aux efforts déployés pour améliorer leur niveau de vie.
2. apporté leur concours aux gouvernement et autres organismes dans la création de services pour la jeunesse, notamment pour le nombre fort élevé de jeunes chômeurs congolais, en associant des jeunes gens qui n'ont pas de travail ou de place à l'école, à des projets de développement social et économique.
3. aidé le gouvernement et divers organismes à former des assistants sociaux.

Dans le courant de l'année, quatre experts en développement communautaire, un expert des services de la jeunesse et un expert en affaires sociales et formation en développement communautaire, ont travaillé sous la direction d'un conseiller principal.

A Léopoldville, un expert en développement communautaire, responsable de la région du Bas-Congo, a été affecté au Ministère du plan. L'expert en formation pour les services sociaux a travaillé au Ministère des Affaires Sociales, tandis que l'expert pour les jeunes a travaillé au Ministère de la jeunesse et des sports. Les quatre autres experts en développement communautaire ont été postés au Kivu, au Katanga et au Kasai, et ont travaillé en collaboration étroite avec les gouvernements provinciaux.



Tous les experts se sont occupés d'activités consultatives, de formation de personnel et de la surveillance du travail pratique.

Les experts se sont vus obligés de temps à autre, de s'occuper des affaires relatives au développement social ou communautaire ayant une certaine relation avec leurs fonctions.

Le conseiller principal a collaboré avec les Ministères du Plan, des Affaires Sociales, de la Jeunesse et des Sports et de la Justice. Il a apporté son concours au Ministère de la Justice en matière de délinquance juvénile et de "défense sociale".

## B. Mise en oeuvre du projet

### 1. Services consultatifs

La prestation de ces services a eu pour objectif d'aider le gouvernement à créer des institutions susceptibles d'assurer le développement social et communautaire dans le futur.

Le conseiller principal a prêté son concours aux ministères des gouvernements central et provinciaux, en aidant les directeurs et le personnel à organiser et à améliorer leurs services. Le travail a été coordonné avec celui d'autres institutions des Nations Unies et des efforts ont été déployés pour réunir le travail effectué par les missionnaires, les compagnies privées et les institutions bénévoles en un programme général sous direction gouvernementale.

### 2. Formation

L'expert chargé de la formation pour le service social et le développement communautaire s'est occupé, jusqu'à l'expiration de son contrat au mois de juillet, du développement de l'Ecole Nationale des Cadres. Cette école a des centres à Léopoldville, Coquilhatville, Elisabethville, et dans les provinces du Kivu, lesquels ont fourni ou étaient sur le point de fournir une formation moyenne à l'intention des fonctionnaires de divers ministères, visant à les qualifier pour des postes de directeurs dans ces deux domaines. Dans le courant de l'année, les centres ont commencé à admettre des étudiants venant des sociétés missionnaires et d'autres institutions privées. Les centres mentionnés ci-dessus s'occupent de la formation des animateurs ruraux. Ce sont, d'ordinaire, des fonctionnaires provinciaux qui assistaient (dans l'un des centres) à un cours de développement communautaire de 6 mois, suivis de 5 mois de travail pratique, de préférence la propre circonscription du fonctionnaire, et 1 mois d'évaluation. Les fonctionnaires reçoivent des bourses d'études de l'UNICEF pendant le temps qu'ils sont absents de leurs foyers. Une formation est donnée dans les domaines du développement communautaire, sur le plan théorique de l'instruction des analphabètes, des budgets familiaux, de la nutrition, de l'éducation de la jeunesse (vu l'exode rural), l'organisation des sports, le contrôle des maladies contagieuses, le



développement de cultures vivrières et commerciales, l'irrigation, les machines agricoles, le bâtiment, les affaires syndicales, les coopératives, ainsi que dans beaucoup d'autres domaines.

L'animateur rural, une fois achevée sa formation, rejoint son poste dans le service provincial et pourra dès lors, en dehors de l'accomplissement de ses devoirs ordinaires, aider la population de son territoire à satisfaire ses besoins, gagner plus d'argent et à améliorer son mode de vie.

L'expert en formation a également apporté son concours aux directeurs des écoles secondaires sociales et a aidé les quelques écoles privées encore ouvertes. Elle s'est aussi occupée de l'ouverture prochaine, au niveau universitaire, d'un cours de formation d'assistants sociaux et d'agents communautaires professionnels.

Le projet s'est surtout attaché à donner une grande importance à la formation en cours d'emploi.

Les experts en développement communautaire ont apporté leurs conseils aux directeurs de développement communautaire des gouvernements central et provinciaux. L'expert pour la formation des jeunes a aidé à la formation d'employés gouvernementaux, et les experts-adjoints (volontaires) ont donné une formation pratique aux dirigeants des mouvements de jeunesse.

Des séminaires ont été organisés au Kivu, au Katanga et au Bas-Congo.

Le conseiller principal a organisé la formation à l'Ecole des cadres, et vers la fin de l'année, il a contribué à convoquer une réunion non protocolaire à laquelle ont assisté les professeurs de l'université Lovanium, le personnel de l'Ecole des cadres de Léopoldville, et les fonctionnaires du Ministère des Affaires Sociales, pour discuter de la formation future des agents du service social et du développement communautaire.

### 3. Services d'exécution

Des conseillers en matière de développement communautaire et en formation des jeunes ont apporté leur assistance aux fonctionnaires du gouvernement pour la réalisation de projets des gouvernements central et provinciaux.

Les experts en développement communautaire se sont occupés des projets d'urgence et de secours décrits au chapitre 21, pour lesquels des crédits d'un montant total équivalent à \$ 167.000 ont été mis à disposition grâce aux fonds de contrepartie de l'assistance américaine. La famine et la malnutrition ont prévalu dans beaucoup des régions reprises aux insurgés par les forces du Gouvernement Central.



Vers la fin de l'année, le gouvernement du Royaume-Uni a fourni l'équivalent de \$ 100.000 pour les projets de développement communautaire.

### C. Evaluation du projet

Pour la première fois, l'on a assisté, au sein du gouvernement, à l'installation de rouages pour l'expédition des projets de développement communautaire (Ministère du Plan) et pour le fonctionnement des services de la jeunesse (Ministère de la Jeunesse et des Sports).

Plusieurs provinces ont suivi le même exemple.

Dans le courant de l'année, l'Ecole des cadres s'est vue transformée par décret en "Institut National pour la Formation des Cadres", et des mesures préliminaires ont été prises pour la création d'écoles semblables à Bukavu, Coquilhatville et Elisabethville.

Le travail de formation de jeunesse a continué à se développer grâce aux efforts déployés par les institutions bénévoles et religieuses plutôt que par le gouvernement et, la Jeunesse Pionnière du gouvernement central, établie à Léopoldville, a en effet été handicapée par le manque de fonds, d'équipement et de transport et n'a fait que peu de progrès.

Toutefois, aucun de ces mouvements de jeunesse n'a vraiment satisfait les besoins des jeunes chômeurs du pays. Pour cela un programme de plus grande envergure s'avère nécessaire et le gouvernement doit prendre la décision politique de consacrer une partie considérable de son budget à un service national de la jeunesse, capable de mobiliser les chômeurs pour le développement économique du pays. Des recommandations à cet effet ont été faites à de nombreuses reprises mais, en raison de l'avenir politique incertain qui a prévalu au cours de l'année, il s'est avéré difficile de prendre des décisions à ce sujet.

Un plan national de développement social reste à élaborer.

Tableau I-Exécution du Projet en 1965

	Nombre d'experts		Nombre de mois-homme		Source de financement
	prévu	effectif	prévu	effectif	
Services consultatifs	2	2	24	24	PEAT
Services consultatifs	3	2	36	18	Programme régulier des Nations Unies
Services d'exécution	4	3	48	36	Fonds pour le Congo
TOTAL	9	7	108	78	



D. Coût

Tableau II. Coût estimatif du Projet en 1965

	Change extérieur		Monnaie locale FC exprimée en \$	Source de Financement
	\$ E.U.	% utilisé du montant total des créd.prév.		
Services consultatifs	35.000			PEAT
Services consultatifs	22.500			Prog. rég. des Nations Unies
Services d'exécution	28.150			Fonds pour le Congo
Persomel de se <del>cr</del> é- tariat	11.800			- " -
Matériel	6.000			- " -
Frais d'exécution	550			- " -
Total partiel	46.500	87 %		- " -
Experts: Frais locaux			63.360	Gouv. congolais
Travail de Secours <u>1/</u>			82.030	Fonds de contre- partie des E.U.
Développement commu- nautaire			10.000	Gouv. britan- nique
TOTAL <u>2/</u>	104.000		155.390	

1/ la répartition sera donnée au chapitre 2.

2/ non compris les coûts en devises de 3 experts-adjoints  
(volontaires)



E. Persomnel

Tableau III. Liste du personnel international en service au titre du projet en 1965.

Fonction	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
Conseiller principal	Clifford, W.	Royaume-Uni	23.10.64	20. 10. 66	PEAT
Conseiller, formation de la jeunesse et développement communautaire	Bradley, J.	Royaume-Uni	12.10.62	31. 12. 66	PEAT
Conseiller en développement communautaire	Hayward, A.	Royaume-Uni	1. 4.64	31. 12. 66	Prog.rég. des N.U.
Conseiller en développement communautaire	Sala, A.	Italie	1. 8.63	31. 12. 66	Fonds pour le Congo
Expert en développement communautaire	Van der Kloot, H.	Pays-Bas	17. 1.64	16. 1. 67	- " -
- " -	Eliasson, C.	Suède	21. 1.64	20. 1. 66	- " -
Expert formation bien-être social	Rothenbach, M.	Suisse	23. 9.62	30. 6. 65	Prog.rég.NU
Expert en développement communautaire 1/	Hyde, J.	Royaume-Uni	7. 9.64	6. 65	Association NU/R.U.
- " - 1/	Robinson, J.	Royaume-Uni	4. 9.64	8. 65	NU/R.U.
- " - 1/	Jackson, M.	Nouvelle-Zélande	5.64	27. 11. 65	NU/R.U.
Secrétaire	Calament, J.	France	4. 5.61	31. 12. 65	Fonds pour le Congo
Secrétaire	Papadopoulo, M.	Grèce	19.11.64	18. 11. 66	Fonds pour le Congo

1/ "Experts associés" (volontaires) dont le coût en devises est payé par l'Association des Nations Unies du Royaume-Uni.



## Chapitre 11

### MAGISTRATURE

Projet N° 50-03  
Exécuté par les Nations Unies

A. Dans les années qui ont suivi l'indépendance, les Nations Unies ont recruté un grand nombre de juges, magistrats et juristes pour occuper les postes laissés vacants par les fonctionnaires judiciaires belges qui avaient quitté le pays. La plupart de ces experts ont été recrutés dans des pays de langue française, et ils ont exercé leurs fonctions sur toute l'étendue du territoire congolais. Un certain nombre d'entre eux ont également assumé les fonctions de Conseiller Juridique auprès du Ministère de la Justice.

En 1964, un certain nombre d'étudiants congolais ont terminé avec succès leurs études de Droit à l'Ecole Nationale de Droit et d'Administration (ENDA) à Léopoldville, ou dans des universités étrangères et, à la même époque, le gouvernement congolais a engagé sous contrat un certain nombre de juges et de juristes étrangers.

Dans certains cas, ce furent des experts des Nations Unies qui, à l'expiration de leur contrat avec l'ONU ont passé de nouveaux contrats avec le gouvernement congolais. C'est pour cette raison que l'assistance des Nations Unies ayant atteint son objectif, à savoir, recruter du personnel pour des postes auxquels le gouvernement congolais n'était temporairement pas capable de pourvoir, décision a été prise de mettre fin au projet.

En 1965, il n'y avait plus qu'un seul expert des Nations Unies encore en service au titre de ce projet; il exerçait les fonctions de Juge auprès du Tribunal de Première Instance à Bukavu. A l'expiration de son contrat, le 30 juin 1965, le projet prenait fin.

Tableau I - Exécution du projet en 1965

	<u>Nombre d'experts</u>		<u>Nombre de mois/homme</u>		<u>Source de financement</u>
	<u>prévu</u>	<u>effectif</u>	<u>prévu</u>	<u>effectif</u>	
Services d'exécution	1	1	6	6	Fonds pour le Congo
Total	1	1	6	6	



C. Coût

Tableau II. Coût estimatif du projet

	Change extérieur		Monnaie locale FC exprimée en \$	Source de Financement
	\$ E.U.	% utilisé du montant total créd. prévus.		
Frais d'exécution et dépenses pour fin de projet	66.000	119 %		Fonds pour le Congo
Dépenses locales			7.620	Gouvernement congolais
Total :	66.000		7.620	

D. Personnel

Tableau III. Liste du personnel international en service au titre du projet en 1965.

Fonctions	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service, ou de contrat	Source de Financement
Juge auprès du Tribunal de Première Instance à Bukavu	Sund, H.	Norvège	1 juillet 63	30 juin 65	Fonds pour le Congo



DEUXIEME PARTIE

PROJETS EXECUTES PAR LES INSTITUTIONS SPECIALISEES  
DES NATIONS UNIES

Chapitre 12

TRAVAIL

Projet N° 35-11

CON 5)2

FO2-012

Exécuté par l'Organisation International du Travail

A. Objectifs et structure du programme

L'Organisation Internationale du Travail (OIT) a prêté son concours au Ministère du Travail de la République démocratique du Congo, à l'Institut National de Sécurité Sociale, à plusieurs provinces, notamment celle du Kivu, et à un certain nombre de syndicats engagés à négocier des conventions collectives. Le projet a été financé par le programme élargi d'assistance technique (PEAT), le Fonds pour le Congo, le Fonds spécial des Nations Unies et le budget ordinaire de l'OIT.

B. Mise en oeuvre du projet

1. Services consultatifs

a) Ministère du Travail

Les experts de l'OIT ont apporté leurs concours au Ministère pour l'élaboration d'une étude visant à une réorganisation de ses services. Un plan de réorganisation a été dressé et un plan quinquennal préparé pour l'inspection du travail.

Les experts ont apporté leur concours à l'élaboration de divers instruments législatifs ou réglementaires concernant:

- le Bureau de placement des marins, de Matadi.  
(Ordonnance du 30 avril 1965)
- l'organisation de l'Inspection générale du travail.  
(Décret-loi du 18 septembre 1965).
- le service national de l'emploi.
- la conciliation et l'arbitrage des conflits collectifs du travail, ainsi que les droits et obligations des travailleurs et des employeurs.
- les accords entre les organisations syndicales et les groupes patronaux.
- l'inscription des syndicats et des organisations patronales.



- les mesures de négociations collectives pour les enseignants des écoles subventionnées par le gouvernement
- les tribunaux du travail
- le recours judiciaire contre les décisions de l'inspecteur du travail en cas de refus d'autorisation de licenciement d'un délégué du personnel
- 1 les commissions au sein desquelles les représentants des employeurs des syndicats et du gouvernement peuvent discuter des conditions de l'emploi. Ces commissions sont connues sous le nom de commissions paritaires.

Un expert a travaillé en étroite collaboration avec la commission des salaires.

Un conseiller régional basé à Elisabethville, a apporté son concours aux services de l'Inspection du travail dans les provinces du Nord Katanga, du Katanga Oriental, du Lualaba, de Luluabourg, du Sud Kasai et de l'Unité kasaienne (Tshikapa).

La simplification des imprimés utilisés par les inspecteurs du travail et la création d'une revue, organe d'information et de formation, ont dû être différées pour des raisons budgétaires.

#### b) Négociations collectives

Un expert de l'OIT a été spécialement chargé de conseiller les dirigeants syndicaux et patronaux en vue de la conclusion de conventions collectives de travail. Il a apporté son concours à la rédaction de la convention collective entre la Compagnie Air-Congo et ses employés, accord qui a été signé le 29 juin 1965, ainsi que celle entre la Confédération des Syndicats Libres du Congo (CSLC) et l'association des Entreprises de l'Ouest du Congo (AEOC). Cette convention qui était encore en discussion à la fin de l'année, vise à couvrir toutes les entreprises privées de Léopoldville et des provinces du Kongo Central, du Kwilu, du Kwango et du Lac Léopold II.

#### c) Développement rural

Deux experts ont apporté leur concours aux gouvernements provinciaux du Nord Kivu et du Kivu Central pour l'établissement de coopératives et en matière de planification agricole. Ces activités ont fait partie du travail qui sera décrit d'une façon plus détaillée dans la section 2 Services d'exécution.



## 2. Services d'exécution

### a) Institut National de la Sécurité Sociale

C'est surtout dans le domaine de l'exercice de la tutelle ministérielle sur l'INSS que l'activité de l'expert en administration s'est manifestée. Cet expert a remis au Ministre les procès-verbaux des réunions du comité provisoire de l'Institut. Le Ministre, de son côté, fait connaître, dans le délai de réponse qui lui est imparti, son avis sur chaque décision prise.

Il a apporté son concours pour l'élaboration de décrets concernant:

- le statut du Directeur général et du Directeur général adjoint de l'INSS,
- le contrôle des employeurs par les inspecteurs de la Sécurité Sociale.

L'expert s'est efforcé de s'assurer que les Départements gouvernementaux et les organismes parastataux envoient des rapports sur les salaires et paient les cotisations pour leurs employés.

L'expert en organisation et méthodes s'est efforcé d'améliorer le fonctionnement de l'Institut. Cependant, la réorganisation des Services chargés de la perception et du recouvrement des cotisations a été différée jusqu'à ce que l'Institut puisse être installé dans des bâtiments plus convenables.

Lorsque l'expert de l'OIT a commencé son travail à l'Institut, en octobre 1964, il a dû, tout d'abord, dresser les bilans annuels des années 1961 à 1964, ce qui n'avait pas été fait auparavant.

Il a dû débrouiller le système de comptabilité courante qui était si mal tenue et avait tant de retard que l'Institut se voyait dans l'impossibilité pour le service de fournir tout renseignement.

L'expert s'est attaché à simplifier les travaux de la comptabilité par:

- l'introduction, le 1 janvier, d'un nouveau plan comptable
- la modification du système d'enregistrement des écritures en mécanique, ce qui a nécessité la création de nombreux imprimés
- l'amélioration du système de classement des pièces comptables
- la demande d'une surveillance plus approfondie



- la modification, dans sa forme, du règlement sur la comptabilité.

L'expert a apporté son concours à l'élaboration des documents suivants:

- situation financière de l'Institut du 1 juillet 1961, (date de sa création), à fin 1965
- les bilans des exercices 1961, 62, 63 et 64
- l'étude sur l'exécution du budget de l'Institut au 30 juin 1965
- l'étude sur les causes du déficit constaté dans la gestion des Allocations Familiales en 1964
- étude des opérations financières de l'Organisation katangaise de sécurité sociale (ONSS) pour les trois exercices écoulés et estimations actuarielles pour les années à venir.

A la fin de 1965, les comptes avaient été mis à jour et les balances ont été établies mensuellement. L'Institut a été à même de fournir des informations concernant ses activités. La rédaction d'une étude analytique des opérations financières de l'Institut pour les trois années écoulées a permis à cet organisme de clore la série des documents comptables et financiers qu'il est tenu de fournir régulièrement.

#### b) Développement rural intégré au Kivu

Les provinces du Kivu central et du nord ont été dévastées par l'insurrection en 1964. L'économie rurale a été désorganisée et la famine a prévalu dans de nombreuses régions. Un grand nombre de réfugiés du Ruanda ont simultanément franchi la frontière pour gagner les deux provinces, susmentionnées. Ils y ont vécu dans la misère. Les secours d'urgence apportés à ces provinces par les Nations Unies sont décrits au chapitre 21. L'aide apportée aux Ruandais par le bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés sera décrite au chapitre 22.

L'oeuvre nommée "Développement rural intégré" (ou "relance immédiate") visant à rétablir l'économie rurale, a été effectuée par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Deux experts de l'OIT ont été affectés aux provinces du Kivu. A la plantation de thé de Rambo, la capacité des pépinières a été augmentée de 180.000 à 270.000 plants et un canal d'irrigation de près de 800 mètres et d'un débit de 50 litres par seconde a été construit pour arroser les pépinières pendant la saison sèche. Une surface supplémentaire a été défrichée pour 130.000 plants. A la fin de l'année, 150.000 plants étaient disponibles.

Dans les pépinières à théiers de Muzinzi, qui contiennent 285.000 plants, 150.000 étaient disponibles à fin de 1965 pour être transplantés dans une plantation. Grâce à l'aide d'un expert de l'OIT, la chefferie



de Ngweshe a commencé l'aménagement d'une plantation de thé en bordure de la pépinière. A la fin de l'année, 3 ha. étaient prêts à recevoir des plants de thé et la capacité des pépinières a été augmentée pour contenir 65.000 plants supplémentaires. Dans la région de Bibwa et d'Ithula, un expert de l'OIT a apporté son aide dans le domaine social, de l'artisanat, de l'instruction, des cultures et des coopératives.

Au centre de développement de Muvumo, environ 150 ha. ont été levés et cartographiés pour la culture et 110 familles réfugiées ruandaises, évacuées de Tshaminunu ont effectué leurs premières récoltes vivrières.

Un nouveau système de primes accordées aux personnes qui ont accompli les travaux demandés a donné entière satisfaction. En collaboration avec le centre de développement de Muvumo et avec le service vétérinaire provincial du Kivu central, l'OIT a entrepris une action en vue de restaurer le déparasitage systématique du bétail et d'obtenir sa valorisation économique par les pasteurs Bashi. L'action a porté sur des achats de ciment, le paiement en vivres de pasteurs ayant consenti à exécuter des travaux d'amélioration et de construction et en achat de produits tels que phosphate bicalcique etc. A la demande du chef de Kabare, une aide a été apportée pour améliorer l'alimentation du troupeau de la chefferie (130 têtes environ). Cette action a été entreprise pour inviter les propriétaires de bétail voisins de la ferme d'imiter le système amélioré d'alimentation qui avait été introduit à Kabare afin que les paysans puissent apprendre à attacher une valeur économique et productive à leurs troupeaux.

La ferme de la chefferie de Mazinzi qui avait reçu auparavant une subvention de l'OIT, n'a plus, en 1965, fait l'objet d'action de la part du Projet. Toutefois, le drainage du marais appartenant à cette ferme, en vue de créer de nouveaux pâturages pour les troupeaux, a été poursuivi à l'aide de fonds du budget de la chefferie de Ngweshe. Cette action a été entreprise au mois de juin avec le concours d'un expert de l'OIT pour aider les paysans à lutter contre la famine. Des équipes de travailleurs ont été employées pour déboucher les drains primaires de cinq grands marais produisant des cultures vivrières en saison sèche. Par suite des troubles ils n'avaient pu continuer à être entretenus par les paysans. Ceux-ci ont poursuivi ce travail par la remise en état de drains secondaires et à la fin de l'année la terre était normalement cultivée.

Trente tonnes de semences de soya et de haricots ont été envoyées de la province du Nord Kivu et distribuées, principalement dans le Ngweshe où les paysans, incapables de cultiver la terre par suite des troubles de l'année 1965, avaient perdu ou dû consommer leurs semences de haricots. Les graines ont souvent été semées dans des marais nouvellement drainés comme décrit dans la section précédente. Par ailleurs, des graines de soya ont été achetées et distribuées à des services sociaux en vue de rechercher un mode de préparation facile de cet aliment à la portée des moyens dont disposent les africains du Kivu. Une petite quantité de graines a été distribuée dans le territoire de Muvunga où le climat est plus chaud que dans la région de Bukavu, en vue de multiplication et de culture.



Dans la région de Rambo, une route de 16 km. reliant le centre agricole de Fendula à Rambo a été réparée et ouverte à nouveau aux camions.

L'OIT a payé les traitements des instituteurs et a réparé les bâtiments des écoles de Tshigiri et de Tshifunzi (région de Kalonge) établies par la ligue de la Croix Rouge pour assurer l'instruction des réfugiés ruandais. Ces écoles sont fréquentées par 240 élèves et l'OIT a travaillé en collaboration avec la mission norvégienne de Tshifunzi.

Note: Les experts de l'OIT ont également collaboré avec le vétérinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) aux travaux d'élevage de bétail décrits plus haut.

### 3. Formation

#### a) Ministère du Travail

Au Ministère du Travail, les experts de l'OIT ont donné, du 30 novembre 1964 au 30 avril 1965, des cours de formation à l'intention des contrôleurs travaillant sous la direction des inspecteurs du travail. Le cours s'est composé de 419 heures de formation théorique et 62 heures de travaux pratiques. Il a été suivi par 22 stagiaires provenant de 15 provinces différentes.

Dans un bref cours à l'intention des instructeurs du travail, du 5 juillet au 4 août 1965, 21 stagiaires qui avaient déjà reçu une certaine formation de la part de l'OIT, ont participé à 118 heures de formation théorique et pratique en matière de législation sur l'hygiène et la sécurité de l'emploi, etc. relations collectives du travail et, d'autre part, sur les nouvelles dispositions légales sur le contrat de louage de services et la constitution de la République Démocratique du Congo.

Le 3 novembre a commencé un second stage à l'intention des contrôleurs, qui fournira 450 heures de formation théorique et 120 heures de travaux pratiques dans le domaine de la formation professionnelle, ainsi que 170 heures de cours et de travaux pratiques pour la formation générale. Vingt stagiaires sont inscrits à ce cours qui se terminera au mois de mai 1966.

#### b) Sécurité Sociale

L'expert en matière de législation et administration a donné des conférences hebdomadaires en matière d'administration; l'expert en matière d'organisation et méthodes a donné une série de 25 conférences au personnel subalterne et l'expert en matière de comptabilité a participé à la formation professionnelle des employés des services comptables.

Pendant tout le mois de juillet, des experts de l'OIT ont donné des conférences au deuxième séminaire régional sur la sécurité sociale en Afrique, le séminaire a été organisé par l'OIT à Léopoldville, et 40 représentants de 15 Etats africains y ont participé.



c) Institut National de Préparation Professionnelle (INPP)

L'Institut National est un projet du Fonds Spécial exécuté par l'Organisation Internationale du Travail. Son objectif vise à la formation professionnelle des travailleurs, dans l'emploi, à la formation accélérée de nouveaux travailleurs adultes, à l'apprentissage dans l'emploi et à l'adaptation professionnelle des jeunes ou des adultes ayant reçu une formation technique ou professionnelle de type scolaire.

L'Institut devrait aussi servir d'expérience pilote pour d'autres Directions régionales. C'est au mois de juin que le Conseil administratif a été établi par Ordonnance et le terrain nécessaire acquis. Plus avant dans l'année, les premiers fondements de cet organisme ont été jetés. Ceux-ci ont correspondu à la désignation d'un président, de deux vice-présidents et d'un directeur général. L'Institut a eu des entretiens avec le Ministre du Travail et celui de l'Education Nationale. Deux experts de l'OIT ont amorcé les travaux d'organisation administrative et financière. L'Institut qui ne possède pas ses propres bâtiments, a été installé dans le building administratif du bureau de l'assistance technique et du Fonds Spécial des Nations Unies à Léopoldville (Le Royal).

d) Formation intensive du personnel de bureau

Les experts de l'OIT ont apporté leur concours pour:

- assurer la formation et le perfectionnement des cadres et du personnel subalterne des services publics et privés;
- assurer la formation des homologues nationaux destinés à remplacer les experts internationaux;
- assurer la formation d'hommes d'affaires.

e) Formation commerciale en cours d'emploi

Le troisième cycle de formation de 10 mois a pris fin au mois d'octobre; 12 étudiants sur 26 ont reçu le certificat de qualification professionnelle d'employé de bureau, dix étudiants sur 21 ont obtenu des diplômes d'employé de secrétariat, tandis que 20 sur 29 ont reçu des diplômes d'aide-comptable. 178 candidats se sont présentés au concours d'admission au 4ème cycle à la fin décembre. Il est prévu d'ajouter une section de dactylographie.

f) Formation du personnel d'exécution en cours d'emploi

Le premier cours a commencé au mois de décembre 1964, avec 12 étudiants, et a pris fin le 31 décembre 1965. L'examen final se tiendra au mois de janvier 1966. On s'attend à ce que 20 étudiants suivent le deuxième cours.



g) Formation du personnel de secrétariat

Un premier cours de dactylographie a été organisé à la demande et avec le concours du bureau de l'assistance technique des Nations Unies à Léopoldville et a commencé le 15 février avec un effectif de 24 étudiants sélectionnés sur la base d'un concours, parmi 157 candidats. 14 étudiants ont réussi à l'examen final qui a eu lieu en juin et 13 d'entre eux ont été engagés par le bureau de l'assistance technique de Léopoldville, comme convenu. Le 1er octobre, 24 étudiants sélectionnés parmi 168 candidats ont commencé le deuxième cours.

h) Formation de mécaniciens automobile

Les instructeurs de l'OIT ont donné au garage du Ministère des Travaux Publics à Kingabwa (Léopoldville), une formation en cours d'emploi à l'intention des responsables hiérarchiques, des contre-maîtres, des mécaniciens et des chauffeurs. Le garage, avec un effectif de 200 employés, est responsable de l'entretien de quelque 600 véhicules, des machines pour les travaux de terrassement et d'autres équipements lourds, ainsi que des achats et de l'approvisionnement en pièces de réchange pour les garages de Léopoldville et des provinces. Dans le courant de l'année le 40% environ du personnel a bénéficié des conseils et enseignements des experts de l'OIT. Par conséquent, le rendement de certains ateliers a été augmenté de 50%, un grand nombre de véhicules et autres équipements ont été remis en ordre de marche, un service d'achat et d'approvisionnement créé et un magasin de pièces de rechange organisé.

Le garage de Kingabwa est responsable de la formation de mécaniciens du Ministère des Travaux Publics pour le pays tout entier. Il est prévu de faire venir à Léopoldville des mécaniciens des garages de provinces pour un stage de perfectionnement. En fin de stage, chacune des équipes de ces stagiaires regagnera sa province pour participer à la réorganisation des différents ateliers ou garages.

i) Education ouvrière

Les projets élaborés pour des cours de formation à l'intention des travailleurs dans des différentes parties du pays ne se sont pas réalisés. Il a été néanmoins possible d'organiser un stage de courte durée à Léopoldville en décembre avec 40 étudiants, dont 36 provenant de l'intérieur du pays.

j) Développement rural intégré

Les experts de l'OIT ont donné une formation aux futurs directeurs de coopératives, à des spécialistes agricoles et moniteurs de développement communautaire. Les fonctionnaires du Département de l'Agriculture de la province du Kivu central ont reçu une formation de direction.



#### 4. Bourses d'études

Un moniteur de développement communautaire, sélectionné par l'équipe de développement rural intégré dans les provinces du Kivu, a été envoyé à Léopoldville pour y suivre un stage à l'Ecole Nationale des Cadres. Ses études terminées, il sera vraisemblablement chargé du développement de la région de Kalonge.

#### C. Evaluation du Projet

1. Les changements de gouvernements qui se sont succédés au cours de l'année ont empêché la promulgation de plusieurs mesures élaborées par les experts travaillant au Ministère du Travail.

2. Les experts qui travaillent à l'Institut National de Sécurité Sociale ont réussi à achever en un an le travail de trois années. Ils ont constaté que les problèmes les plus importants auxquels l'Institut doit faire face sont de connaissances techniques, et d'autorité parmi les cadres de même qu'un certain manque de conscience professionnelle. Toutefois, les experts ont pu constater que le personnel est plein de bonne volonté et désireux de se perfectionner. L'esprit de coopération n'a pas fait défaut. Il reste encore à aborder les problèmes relatifs aux bureaux provinciaux de l'Institut.

3. La formation des mécaniciens automobile avait été prévue pour plusieurs centres provinciaux aussi bien que pour Léopoldville. Suite à l'insurrection, tous les experts en question ont été regroupés sur Léopoldville.

4. Il n'a pas encore été procédé à une évaluation complète de ce projet.

Tableau I - Exécution du Projet en 1965

	<u>Nombre d'experts</u>		<u>Nombre de</u> <u>mois/homme</u>		<u>Source de</u> <u>financement</u>
	<u>prévu</u>	<u>effectif</u>	<u>prévu</u>	<u>effectif</u>	
Services consul- tatifs	2	2	24	24	Programme ordi- naire de l'OIT
Services consulta- tifs et formation	6	6	72	63	PEAT
Services consulta- tifs et formation	12	12	144	137	Fonds pour le Congo
Formation	3	3	24	16	Fonds Spécial
Total	23	23	264	240	



D. Coût

Tableau II - Coût estimatif du projet en 1965

	Change extérieur		Monnaie Locale FC exprimée en \$	Source de financement
	\$ E.U.	% utilisé du montant total des crédits prévus		
Services consulta- tifs	35.000			Programme ordinaire OIT
Services consulta- tifs et service d'exécution et formation	90.000			PEAT
Services consulta- tifs et formation	165.300			Fonds pour le Congo
Personnel adminis- tratif et de Secré- tariat	18.000			Fonds pour le Congo
Frais d'exécution	5.200			Fonds pour le Congo
Total partiel	188.500	94%		
Experts	nul <sup>1/</sup>	0%		Accord Américain sur projets
Assistance à l'Agri- culture			14.890	Fonds Américain de contrepartie
Aide à 250 familles déplacées			2/	Fonds Américain de contrepartie
Assistance à la plantation de thé de Rombo			6.720	Fonds pour le Déve- loppement rural intégré
Développement Bibwe et Ihula			15.210	" "
Plantation de thé de Muzinzi			4.910	" "
Centre de Dévelop- pement de Muvumo			4.990	" "
Elevage Kivu			1.610	" "
Ferme de Kabare			60	" "
Assèchement marais de Ngéshe			760	" "
Distribution de graines au Kivu			6.250	" "



D. Coût (Suite 1)

	<u>Change extérieur</u>		Monnaie Locale exprimée en \$	Source de financement
	\$ E.U.	% utilisé du montant total des cré- dits prévus		
Réparation Route de Rombo-Pendula			730	Fonds pour le développement rural intégré
Ecoles Tshigiri + Tshifunzi (Kalonge)			1.330	" "
Frais Administratif			8.900	" "
Transports			1.990	" "
Avoir au 31-12-65			2.290	
Total partiel	313.500		55.750	Fonds pour le développement rural intégré
Instructeurs	20.000			Fonds Spécial
Matériel	37.100			" "
Frais d'exécution	10.300			" "
Total partiel	67.400			
Personnel local			5.140	" "
Bâtiments et construction			135.000	Compte Fonds Spécial du gouvernement congolais
Matériel			2.880	"
Frais d'exécution			4.360	"
Experts, frais locaux + une cer- taine partie du personnel local			149.510	Compte BAT gouvernement
Total partiel			296.890	
Total	380.900		367.530	



D. Coût (Suite 2)

- 1/ Un crédit de l'Accord Américain sur projets d'un montant de \$ 38.000 n'a pas été utilisé.
- 2/ L'équivalent de \$ 9.000 dépensés pour cette rubrique a été inclus dans l'Exposé donné au chapitre 21.
- 3/ Le Fonds pour le Développement rural intégré, a été créé grâce aux contributions d'un équivalent de \$ 35.530 et \$ 18.690 versées respectivement par le Haut Commissaire pour les réfugiés ("Holding Operation Account") et les Fonds de contrepartie des Etats-Unis.

Prière de noter également que le projet entraînant une dépense d'un montant de \$ 26.670, pour pourvoir aux besoins alimentaires des travailleurs bénévoles, a été exécuté en commun par les experts de l'OIT et ceux des Affaires Sociales de l'ONU; ces dépenses font partie de l'exposé donné au chapitre 21.



E. Personnel

Tableau III Liste du personnel international en service au titre du projet en 1965

-- Fonction	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
Conseiller principal et Chef de la Mission de l'OIT	Luscombe, D.	Royaume-Uni	30 oct. 63 .	31 déc. 66	Programme ordin. de l'OIT
Conseiller et Chef adjoint	Canali, E.	Italie	9 janv. 63	31 déc 66	"--"
Conseiller principal du travail	Azak, N.	Turquie	15 juil. 64	14 juil. 66	Fonds pour le Congo
Conseiller régional du travail	Waille, J.	France	18 avr. 63	31 déc. 66	PEAT
Conseiller régional du travail	Deguelle, C.	Belgique	18 oct. 64	17 oct. 66	Fonds pour le Congo
Conseiller régional du travail	Mouric, R.F.	France	10 janv. 65	31 déc. 66	"--"
Chef p.i. du projet	Bal, A.	Belgique	27 avr. 64	30 juin 66	PEAT
Expert en organisation des coopératives	Cappendyk	Belgique	27 avr. 64	31 déc. 66	PEAT
Expert instructeur en Chef	Heberard, G.	France	30 sep. 64	29 sep. 66	Fonds pour le Congo



E. Personnel (Suite)

Fonction	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
Expert instructeur	Tenret, E.	Belgique	26 août 63	31 déc. 66	Fonds pour le Congo
Expert instructeur	Barrios- Barrios, J.	Espagne	30 juin 63	31 déc. 66	---
Expert instructeur	Campasso, G.	Italie	21 avr. 63	31 déc. 66	---
Expert instructeur	Hubert, M.	Belgique	1 fév. 65	31 janv. 66	---
Expert instructeur	Andrieux	France	16 mai 65	31 déc. 66	---
Directeur des projets	Crame J, F.	France	31 oct. 62	31 juil. 66	Fonds Spécial
<u>FORMATION DES EMPLOYES DE BUREAU</u>					
Expert principal	Guiet, R.	France	4 avr. 62	20 sep. 66	Fonds pour le Congo
Expert instructeur	Quinio, A.	France	11 oct. 64	10 oct. 66	---
<u>SECURITE SOCIALE</u>					
Législation et Administration	Sabatie- Prevoet, M.	France	2 août 64	31 déc. 66	Fonds pour le Congo
Finance et Comptabilité	Allaire, J.	France	15 oct. 64	31 déc. 66	PEAT
Organisation et méthodes	Perez, G.	France	30 août 64	31 déc. 66	PEAT
<u>PERSONNEL ADMINISTRATIF</u>					
Assistant administratif	Mlle Seilaz,	Suisse	15 juin 61	30 juin 66	Fonds pour Congo
Secrétaire	Mlle Volmar	Haïti	13 nov. 62	30 juin 66	---
Secrétaire	Mme M. Farreau	Haïti	20 mai 63	31 déc. 66	---



## Chapitre 13

### AGRICULTURE

Projet n° 01-15

Exécuté par l'Organisation des Nations Unies  
pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)

#### A. Objectifs et structure du projet

L'objectif du projet est d'accroître la production agricole du Congo. Dans ce but, 19 experts de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) ont exercé les fonctions de conseillers auprès du Ministère de l'Agriculture du Gouvernement central et de certains gouvernements provinciaux, et se sont occupés simultanément de la gestion de plusieurs projets spéciaux.

#### B. Mise en oeuvre du projet

##### 1. Services consultatifs

Les experts de la FAO ont assumé les fonctions de conseillers auprès du Ministère de l'Agriculture du Gouvernement central et des gouvernements des provinces suivantes :

- Kongo Central
- Lualaba
- Katanga oriental
- Luluabourg
- Nord Kivu.

##### 2. Services d'exécution

###### a) Agriculture

i) En vue de développer la culture maraîchère aux environs des grands centres, des semences de légumes divers, venues de Belgique, du Danemark et du Kenya, ont été vendues aux maraîchers au prix de revient ou distribuées pour des démonstrations dans les écoles et centres agricoles du pays.

ii) Dans la région du Bas-Fleuve de la province du Kongo Central, les pépinières d'hévéa dans les territoires de Tshela et Likula ont été



remises en culture par M. Mulder (Pays-Bas) et, avant le mois de décembre, 138 ha. d'hévéa avaient pu être plantés. Un crédit équivalent à \$670 a été assuré par les Nations Unies pour le financement de ce projet. Dans la même région, des pépinières de *Coffea Robusta* ont été préparées grâce à un financement ONU d'un montant de \$570. A la fin de l'année, on tentait la culture du riz sous irrigation dans le but de détourner les paysans de la culture du riz de montagne, si épuisante pour les sols.

iii) Dans la province de Luluabourg, qui n'a pas été affectée par l'insurrection, les experts de la FAO se sont acquittés des tâches suivantes :

- réorganisation du service provincial agricole.
- aménagement d'un centre maraîcher de 8 ha. à Puemba. Le Rotary Club du Liban a fait don de semences de légumes pour une valeur de \$887.
- la culture d'une certaine quantité de maïs et d'arachides (sorte AG5) à la station agricole de Pania.
- forte augmentation de la production de maïs, qui a permis la suspension des importations en provenance des Etats-Unis (8.000 tonnes en 1964) et l'envoi de 3.000 tonnes à la province du Katanga oriental.
- reboisement des environs de Luluabourg et lutte contre l'érosion par l'introduction et l'emploi de *Vetiverum Zizanoïde*.
- 18 heures de cours par semaine à l'Ecole Agricole ETSA de Luluabourg.
- cours théoriques et pratiques dans les huit foyers sociaux de la ville.

iv) A Goma, M. Copsey (Royaume-Uni) a prêté ses services dans la préparation et la dégustation du *coffea Arabica* en vue de l'exportation.

v) M. Pierre (Haïti) a apporté son concours au Ministère de l'Agriculture du Gouvernement Central en mettant sur pied un programme d'enseignement des nouvelles méthodes de cultures. Ce programme est généralement connu sous le nom de programme de vulgarisation agricole. L'expert a présenté un projet d'organisation de la section d'information du Ministère de l'Agriculture de même qu'un projet de création d'un centre de vulgarisation à Léopoldville.

#### b) Sylviculture

Par suite de l'insurrection, les experts forestiers de la FAO ont quitté les provinces de l'Ubangi, de l'Uélé et du Kivu.



Dans la province du Kongo Central, M. Jankovic (Yougoslavie) a re-boisé 599 ha. en Limba (*terminalia superba*) et 213 ha. en plantation mixte de Limba-bananière. Au Mayumbe et dans le district des cataractes, les pépinières d'essences forestières entretenues peuvent servir à re-boiser 1.200 ha. Un total de 740 autres ha. ont été soumis à des soins culturels et d'entretien. Au mois de septembre, M. Linden (Suède) a poursuivi le travail accompli par M. Jankovic; il rentrait de Stanleyville qui venait de tomber aux mains des insurgés. Il a pu remettre en état bon nombre de routes forestières de la région et repiquer 500 tecks (*tectona grandis*) venant du Nigéria et 5.000 tecks du Congo.

Une commande de grains d'essences exotiques a été passée (*pinus hondurensis*).

Une étude des besoins du Mayumbe en engrais pour le reboisement a été soumise à l'ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne dont le gouvernement s'était déclaré prêt à faire un don d'engrais.

#### c) Services vétérinaires

Les experts de la FAO ont apporté leur concours en matière de prophylaxie, contrôle sanitaire et élevage du bétail.

i) La production de vaccins au laboratoire vétérinaire d'Elisabethville, sous la direction du Dr. Jezierski (Belgique), a dépassé de beaucoup celle de 1964.

Tableau I - Production de vaccins

Vaccin antirabique "Flury" LEP pour chiens	46.106 doses
Vaccin antirabique "Flury" HEP	6.127 "
Vaccin lyophilisé contre Distemper	1.523 "
Vaccin contre la pseudo- peste aviaire KH	365.700 "
Vaccin contre la pseudo- peste aviaire buccal L	31.300 "
Vaccin contre la pseudo- peste aviaire buccal "La Sota"	10.500 "
Vaccin contre la diphtérie aviaire "Fowl Pox"	378.300 "
Vaccin contre la diphtérie aviaire "Pigeon Pox"	2.250 "
Vaccin contre Typhose aviaire	58.900 cc
Vaccin contre charbon symptomatique "K"	330.500 cc
Vaccin contre l'avortement épizootique "Buck 19"	558 doses
Antigène coloré pour le diagnostic de Brucellose	130 cc
Antigène pour diagnostic rapide Brucellose	30 cc
Vaccin mixte contre la paratyphose et colibacillose bov.	2.000 cc



Vaccin contre le charbon symptomatique	20.000 cc
Tuberculine PPD intra-dermo-réaction	2.700 doses
Antigène pour diagnostic rapide Pullorose	250 cc
Vaccin contre la paratyphose bovine (normal)	2.500 cc
Vaccin contre l'Anthrax	62.000 doses
Vaccin contre la colibacillose bovine	350 cc

Cette production a pu être réalisée en dépit de la pénurie de personnel qualifié et du mauvais état des installations et des appareils de laboratoires; les vaccins ont été distribués sur toute l'étendue de la République démocratique du Congo.

ii) Dans la province de Luluabourg, une campagne de vaccination antirabique a été lancée sur le territoire de Dibaya.

iii) Dans les provinces du Kongo Central et de Luluabourg, les vétérinaires de la FAO ont prêté leurs services pour la réalisation de projets d'élevage.

iv) Au Kivu Central où les insurgés étaient partout actifs, le Dr. Auguadra (Italie) a offert volontairement de rester. Il a organisé la construction de spray dip tanks pour détruire les tiques et réduire ainsi la mortalité parmi les veaux causée par la East Coast Fever, qui avait atteint un taux de 33%. Dans les environs de Bukavu, il a surveillé le drainage des marais pour permettre la culture du Guatemala grass afin de fournir du fourrage durant la saison sèche. Le Dr. Auguadra a fréquemment travaillé dans des zones peu sûres. C'est lui qui a découvert le premier l'existence répandue d'une maladie due à la carence de protéines et appelée Kwashiorkor ou Bwaki; on sait que cette maladie a causé la mort de nombreux enfants. Il a alerté la FAO et les Nations Unies pour qu'une aide soit apportée aux personnes affectées par la maladie. Cette action de secours est décrite au chapitre 21.

### 3. Formation

a) M. Müller (République Fédérale d'Allemagne), conseiller principal en sylviculture, a organisé des cours d'éducation et de formation de forestiers dans la province du Kongo Central. On envisage de mettre sur pied deux écoles pour la formation de forestiers et d'assistants-forestiers.

b) Dans la province de Luluabourg, le Dr. Garzon (Espagne) a formé des assistants vétérinaires et établi 4 postes vétérinaires.



c) Le Dr. Delicado (Espagne) a donné des cours à l'Ecole des assistants-vétérinaires de Léopoldville et à l'Ecole technique supérieure agricole de Yolo, près de Léopoldville.

d) La mission FAO au Congo a organisé une école visant à inculquer de nouvelles idées aux étudiants sortant de l'Ecole technique supérieure agricole ainsi qu'aux agronomes congolais. Les diplômés de l'Ecole peuvent obtenir le titre d'administrateur de ferme. L'Ecole ne possède aucun local permanent, et, chaque année, les cours sont donnés en un lieu différent. En 1965, 19 étudiants venus de toutes les régions du Congo ont reçu leur diplôme. M. Pierre (Haïti) était chargé de la direction de l'école et le personnel enseignant composé de 3 fonctionnaires du Bureau du développement et de la production agricole à Paris - un organisme de l'assistance bilatérale française - dont les frais de voyages étaient à la charge du gouvernement congolais. Vu les initiales BDPA du titre de cet organisme bilatéral français, l'Ecole porte fréquemment le nom d' "Ecole BDPA", bien que ce ne soit pas là son nom correct.

e) Deux cours, chacun suivi par 120 étudiants, ont été donnés au Centre d'élevage des porcins et de la volaille de Mikondo. Ce centre, placé sous la direction de M. Spatrisano (Etats-Unis), comprend 13 bâtiments pour l'élevage de volaille et 6 pour l'élevage des porcs. La FAO et les Nations Unies ont pris à leur charge le personnel du Centre et se sont occupées de l'achat du matériel et des fournitures. La section d'élevage de volaille a été agrandie, si bien qu'au mois de mai, elle produisait 1500 poussins et 10.000 oeufs par mois. Un poulailler moderne capable d'abriter 1.500 poussins ou 660 pondeuses a été construit, ainsi qu'une nouvelle porcherie qui permettra d'atteindre une production annuelle de 1.000 têtes.

f) Le Centre de mécanisation agricole de N'Djili, près de Léopoldville, a pour mission de former des mécaniciens pour les machines agricoles. Le Centre est dirigé par M. Wiget (Suisse), assisté de 3 instructeurs congolais formés eux-mêmes au Centre, et ayant ensuite suivi un stage de perfectionnement aux Pays-Bas. La plupart des stagiaires sont des conducteurs de tracteurs de l'Etat ou de grandes sociétés privées; quelques-uns d'entre eux sont parfois des agronomes. En 1965, ce huitième stage a pu recevoir 34 étudiants venus de diverses provinces de la République. Le tableau II (page 112) indique le nombre d'étudiants qui ont assisté à chaque stage ainsi que la région d'où ils viennent. Le terrain dont dispose le Centre étant très limité, bon nombre d'étudiants ont appris à utiliser les machines agricoles aux environs de Léopoldville où la population essaie de cultiver des terres vierges pour des cultures vivrières ou de faire l'élevage du bétail.



TABLEAU II

CENTRE DE MECANISATION AGRICOLE.

Léopoldville/N'Djili

MINAGRI - CENTRE

ONU-FAO

REPARTITION DES ELEVES PAR "REGION" (Anciennes provinces)

(Au cours des  
8 sessions  
de 1961 à 1965)

Session	I 1961	II 1961	III 1962	IV 1962	V 1963	VI 1963	VII 1964	VIII 1965	TOTAL
<u>Région</u>									
<u>Léo</u>	14	13	8	9	8	11	6	11	80
<u>Equateur</u>	4	8	6	3	3	1	3	2	30
<u>Orientale</u>	8	3	11	8	8	6	10	4	58
<u>Kivu</u>	7	5	7	4	2	3	3		31
<u>Kasaï</u>	11	3	5	4	16	4	5	10	58
<u>Katanga</u>	-	-	-	3	2	11	1	4	21
<u>TOTAL</u>	37	34	35	34	41	35	28	34	278



Un certain nombre d'étudiants ont travaillé sous la direction de leurs instructeurs avec des membres du kibboutz St Martin (fondé par le Père Roger Bernard en 1964) à l'amélioration des pâturages de la plaine de Kinkole. Grâce au concours de M. Pierre (Haïti), les villageois du Boboto ont appris à bonifier leurs pâturages. Avant leur réussite, un village voisin a commencé à suivre leur exemple et l'on espère que, de cette manière, toute la plaine de Konkole pourra être bonifiée. L'Ecole, qui est à l'étroit à N'Djili, doit être transférée à Mikondo pour être agrandie. Le 30 décembre 1965, l'ambassadeur de Grande Bretagne à Léopoldville a annoncé que le gouvernement du Royaume-Uni fournirait une aide au Centre d'un équivalent de 2 millions de dollars prélevés sur les fonds de contre-partie.

### C. Evaluation du projet

A la suite de l'insurrection, le personnel prévu pour le projet n'a pas été au complet et une concentration des experts s'est effectuée en général vers les centres offrant une certaine sécurité. Les réussites suivantes peuvent être signalées :

1. La production de vaccins à Elisabethville a été doublée par rapport à 1964.
2. La province de Luluabourg a cessé ses importations de maïs américain et en a même vendu 3.000 tonnes à la province du Katanga oriental.
3. Au Kivu on a assisté à une régression de l'East Coast Fever.
4. Léopoldville et d'autres grands centres urbains n'ont plus connu de pénurie de légumes.
5. Mikondo a vu son centre d'élevage de porcs et de volailles s'agrandir.
6. Des milliers d'enfants ont pu être sauvés du Kwashiorkor.

En dépit des résultats obtenus, il reste cependant encore beaucoup de problèmes à résoudre.

Les mécaniciens agricoles qui sortent du Centre de mécanisation de N'Djili ne trouvent pas toujours un emploi. Il s'est avéré impossible de trouver de jeunes vétérinaires congolais qui puissent travailler au côté des vétérinaires de la FAO, en vue d'une formation pratique.



Le Centre de mécanisation agricole pourrait être placé entièrement sous direction congolaise si un jeune ingénieur congolais était placé durant deux ans au centre comme homologue de Monsieur Wiget.

Un système efficace de contrôle des produits agricoles et de biens de consommation n'a pas pu être introduit.

Des facilités doivent être offertes aux paysans dans l'outillage et la vente de semences à des prix raisonnables.

Les experts de la FAO pourraient s'acquitter efficacement de leurs fonctions en prenant des décisions au lieu de donner simplement des conseils.

La plupart des départements agricoles doivent être réorganisés.

La coopération entre les divers projets établis pour aider le Congo n'a pas donné de bons résultats. Les experts du gouvernement et même les instructeurs de l'Ecole BDPA, n'ont pas été tenus au courant de ce que les étudiants des autres écoles administrées par la FAO ont appris. Il n'y a eu, d'autre part, aucune coordination entre les divers projets des Nations Unies. Ainsi les projets "Agriculture", "Législation du Travail" et "Affaires sociales et développement communautaire", ont fréquemment travaillé dans des directions opposées. Les projets "Législation du Travail" et "Affaires sociales" sont souvent entrés en rapport avec le Ministère de l'Agriculture du Gouvernement Central, toutefois l'équipe de la FAO n'a eu aucune connaissance de ces approches avant que l'on ait pu constater que des recommandations contradictoires avaient été faites de part et d'autre. De plus, les programmes bilatéraux d'autres pays, ainsi que celui de la Communauté Economique Européenne (CEE) n'ont pas été coordonnés avec les programmes des Nations Unies.

Une visite aux provinces, effectuée par l'expert de la FAO chargé de l'administration du Centre de mécanisation agricole et dont le but était de constater les progrès réalisés par ses anciens étudiants, a prouvé que bon nombre de centres agricoles ont bénéficié d'un afflux constant de conseillers et d'experts si bien qu'à la fin, personne ne savait plus qui faisait en réalité le travail ou qui était responsable, et que l'on a élaboré des plans de développement complètement différents les uns des autres.



Tableau III. Exécution du Projet en 1965

	Nombre d'experts		Nombre de mois-homme		Source de financement
	Prévu	Effectif	Prévu	Effectif	
Services consultatifs et d'exécution	8	3	96	36	PEAT
Services consultatifs et de formation	36	16	432	192	Fonds en dépôt
TOTAL	44	19	528	228	

D. Assistance future

L'assistance du Fonds Spécial des Nations Unies a été requise à l'intention de l'Institut National d'Agriculture (INEAC) responsable de plusieurs stations agricoles au Congo, pour l'aider à élaborer ses projets et programmes. Les gouvernements de Belgique, de France et l'Italie ont consenti à accorder une aide à l'Institut et le gouvernement congolais est actuellement en train de négocier avec le gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et la CEE en vue d'une aide ultérieure.



E. Coût

Tableau IV - Coût estimatif du Projet en 1965

	<u>Change extérieur</u>			
	\$ E.U.	% utilisé du montant total des crédits prévus	Monnaie locale FC exprimée en \$	Source de financement
Services consul- tatifs et d'exé- cution	41.917			PEAT
Frais d'exécution matériel et four- nitures pour cen- tre de formation	<u>19.000</u>		<u>165.500</u>	PEAT
Total partiel	60.917		165.500	PEAT
Services consulta- tifs et formation	308.000		164.576	Fonds en dépôt
Experts PEAT: Frais locaux			15.000	Gouvernement congolais
Ecole BDPA: Frais d'exécution			124	Gouvernement congolais
Experts: Frais de déplacement	<u>3.000</u>		<u>15.124</u>	Gouvernement congolais
Total partiel	3.000		15.124	"
Experts: traite- ments	2.000			Gouvernement français
Total	373.917		345.200	



F. Personnel

Tableau V. Liste du personnel international en service au titre du projet en 1965

Fonction	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
Conseiller agricole	Condé, J.R.	Haïti	31.12.63	31.12.66	PEAT
Conseiller principal					
Forestier	Müller, M.	Allomagne	4. 1.63	31.12.66	Fonds en dépôt
Commercialisation	Visser, P.J.	Pays-Bas	1. 7.61	31.12.66	PEAT
Agronomie-Planification					
économ.	Facolina, H.G.	Franco	1. 8.62	31.12.65	Fonds en dépôt
Agronomie Service					
vulgarisation	Wigot, E.	Suisso	4. 3.62	31.12.66	"-"
Export aviculture et					
élevage	Spartisano, J.	Etats-Unis	1. 6.62	1. 3.66	"-"
Cons.agric.(horticulture)	Mualla, J.	Syrie	15. 7.64	31.12.65	"-"
Cons. Prov. Spéc.					
(Mécanisation Tree crops)	Mulder, A.	Pays-Bas	27. 6.64	31.12.66	PEAT
Conseiller Vétérinaire	Auguadra, P.	Italie	6. 2.63	31.12.66	PEAT
Conseiller Vétérinaire	Haugaard, P.	Danemark	20. 3.63	31.12.66	Fonds en dépôt
Conseiller Vétérinaire	Martinez Déli				
	cado Juliam	Espagne	12. 3.61	31.12.66	Fonds en dépôt
Conseiller Vétérinaire	Jezierski, A.	Belgique	12. 2.64	31.12.66	PEAT
Conseiller Agric. Prov.	Foster, P.	Royaume-Uni	28. 4.64	31.12.66	Fonds en dépôt
Conseiller agricole					
vulgarisation	Pierro, P.	Haïti	20. 1.65	31.12.66	PEAT
Dégustateur de café	Copsey, P.	Royaume-Uni	22. 3.6	31.12.66	Fonds en dépôt
Conseiller Vétérinaire	Garzon, R.	Espagne	3. 2.65	31.12.66	PEAT
Conseiller agricole	Pock, Hébert	Haïti	26. 3.65	18. 3.66	Fonds en dépôt
Conseiller forestier	Linden, C.T.	Suède	30. 7.65	31.12.65	"-"
Coopératives et Crédit	Dupuy, M.E.	Haïti	6. 1.61	31.12.65	"-"



F. Personnel (Suite)

Fonction	Nom	Nationalité	Date d'entrée en fonction	Date de fin de service ou de contrat	Source de Financement
Expert Forestier	Jancovic, C.	Yougoslavie	6. 4.63	31. 7.65	Fonds en dépôt
Coordonnateur des conseillers agricoles régionaux	Taton, A.	Belgique	16. 4.63	31.12.65	Fonds en dépôt
Instructeur à l'Ecole BDPA	Grolier,	Franco	1. 8.65	7.12.65	Gouv. français
Instructeur à l'Ecole BDPA	Bitard,	Franco	1. 8.65	7.12.65	-" -"
Instructeur à l'Ecole BDPA	Novon,	Franco	1. 8.65	7.12.65	-" -"
Socrétaire	Marinaco, L.	Etats-Unis	2. 6.63	31. 3.66	Fonds en dépôt
Socrétaire	Last, S.	Canada	5.12.60	31.12.65	Fonds en dépôt



Chapitre 14

EDUCATION

PROJET : Nos. 20-11

SF CON (L) 3

SF CON (L) 5

SF CON (L) 6

Exécuté par L'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.

UNESCO

A. Objectifs et structure du projet

Les objectifs sont restés les mêmes que ceux décrits dans le Rapport Annuel de 1964; l'oeuvre de restructuration et de réforme de l'enseignement est une oeuvre de longue haleine.

L'assistance a été distribuée comme suit :

1. Services Consultatifs

L'UNESCO a pu profiter, au titre du budget du P.E.A.T., des services du Docteur RAHM, Directeur de l'Institut de Recherches Scientifiques en Afrique Centrale (I.R.S.A.C.), qui a également rempli les fonctions de conseiller scientifique auprès du gouvernement.

- L'expert qui a aidé à l'élaboration des émissions éducatives de la Radio Nationale Congolaise, M. Paccard, a quitté le Congo le 26 juin 1965, en fin d'engagement, et n'a pas été remplacé.

C'est donc essentiellement dans ce domaine de l'éducation que les experts de l'UNESCO ont été appelés à apporter leurs concours aux autorités nationales.

Mis à part le personnel des trois Projets du Fonds spécial exécutés par l'UNESCO, et les deux experts sous contrat UNESCOPAS (de type OPEX), tous les experts ont exercé des fonctions consultatives.



a) Ministère de l'Education Nationale

i) Secrétariat Général

Un Conseiller principal (M. Bille remplacé par M. Régnier en mars) a été chargé d'apporter son concours et son assistance à l'Education Nationale en matière de législation d'administration et de budget.

ii) Première Direction

Deux experts étaient prévus pour administrer le programme des professeurs étrangers bénéficiant de l'assistance technique de l'UNESCO. Mais en fait, un seul expert (M. Blanch) a exercé cette fonction, l'autre poste étant resté vacant toute l'année. En fin d'année, un autre expert (M. Thévos) est arrivé pour aider à réorganiser le système des traitements du personnel enseignant : le poste était également resté vacant toute l'année.

iii) Deuxième Direction

Deux experts (MM. Bayens et Lemoine) ont poursuivi leurs efforts pour améliorer l'enseignement commercial et industriel. Un Conseiller principal pour l'inspection scolaire (M. Benet), a été affecté au poste prévu auprès de la Section de l'inspection scolaire.

iv) Quatrième Direction - Services pédagogiques

Un Conseiller principal (M. Perrot) s'est occupé de l'organisation des travaux et études nécessaires à la commission de réforme des programmes scolaires et des méthodes pédagogiques. A cet effet, il a coordonné l'activité d'un expert-statisticien et de son adjoint (MM. Mirville et Joory), de deux experts en orientation scolaire et professionnelle (MM. Marcoun et Pasartzis), et d'un expert en manuels scolaires (Melle De Julliot).

Ce service donne également des directives au Centre d'achat et de diffusion de matériel pédagogique (C.A.D.M.P.) sur le choix et l'achat de manuels scolaires et leur distribution aux établissements d'enseignement.

Deux experts ont été affectés au C.A.D.M.P., l'un en qualité de co-directeur (M. D'Hont, remplacé par Mme Gosset en octobre 1965), l'autre en qualité de chef comptable (Mme Gosset, remplacée par M. Rettig à la fin d'octobre 1965).